



***Societas Criticus*** 

Revue de critique sociale et politique  
On n'est pas vache...on est critique!

Vol. 3, no.2 Printemps-été 2001  
Cette revue est éditée à compte d'auteurs.

## Spécial Mondialisation

\*\*\*\*\*

### ***Index***

*A méditer*

*Éditorial*

*Les questions éditoriales du Critiqueur*

*La conférence de Montréal*

*Au sommet, le peuple!*

*Gouvernements, Société Civile et Citoyens!*

*« The Wall »*

*Le sommet de Québec... ou l'affrontement des anarchistes !*

*Continent*

*Oh! Eau! Mondialisation!*

*LE NÉO-LIBÉRALISME*

*Le SIAL et la faim!*

*Conclusion ou la mondialisation humaine!*

*Cultura Societas:*

*Les CDs*

*Commentaires livresques!*

*Cultura Recipiere*

*Criticus Rapidus*

Pour nous rejoindre:  
[societascriticus@hotmail.com](mailto:societascriticus@hotmail.com)

### Societas Criticus

C.P. 182, Succ. St-Michel  
 Montréal (Québec) Canada H2A 3L9

Vous trouverez sur notre site des liens vers ***l'Agenda et les Musts de Societas***, le ***courrier criticus***, nos ***hyperliens de références***, ***graffiti*** et autres. A vous d'explorer les ressources que nous vous offrons et de nous faire part de vos commentaires et liens d'intérêts.

### Les co-éditeurs:

[Michel Handfield](#), M.Sc. Sociologie, Cynique-réaliste et Délinquant Intellectuel pour penser autrement!

[Gaétan Chênevert](#), M.Sc. Adm. (productivité humaine), Diogénien

### Soumission de texte:

Les envoyer par [courriel](#). Si votre texte est en fichier attaché, si possible le sauvegarder en format "rtf" (rich text format) sans notes automatiques.

**##### Index #####**

### **A méditer**

« Sur quoi il y a lieu d'observer que la haine est autant le fruit des bonnes actions que des mauvaises; d'où il suit, comme je l'ai dit, qu'un prince qui veut se maintenir est souvent obligé de n'être pas bon; car lorsque la classe de sujets dont il croit avoir besoin, soit peuple, soit soldats, soit grands est corrompue, il faut à tout prix la satisfaire pour ne l'avoir point contre soi; et alors les bonnes actions nuisent plutôt qu'elles ne servent. »

Machiavel, Le Prince,  
 chapitre XIX

\*\*\*

« Et qu'on ne vienne pas nous bassiner avec les injustices de notre société, les tares de notre capitalisme et les contradictions de nos esprits. Un monde libre est justement un monde où on est libre d'être injuste, taré et bourré de contradictions. Sinon, ça ne vaut pas la peine! »

WOLINSKI, Ils vont tout casser (Le Square-Albin Michel, 1981), in Jérôme Duhamel, 1985, Le grand méchant dictionnaire, Paris : Seghers, p. 296

\*\*\*

« Une société n'est pas seulement un système qui maintient ses règles et son organisation. Elle est aussi capable de s'adapter à des changements internes et externes. Plus encore, à partir de ses orientations culturelles et à travers ses conflits, ses mouvements sociaux et ses décisions politiques, elle choisit ses modes de fonctionnement et de changement. »

Touraine, Alain, (1973) 1993, Production de la Société, Paris: Le livre de poche – biblio essais (sur la jaquette arrière)

## ##### Index #####

### Présentation éditoriale de ce numéro

#### La ZLÉA... paradoxale!

Michel Handfield

Au moment où nous mettons ce numéro de Societas Criticus en chantier, on est dans la semaine de négociation de la Zone de Libre Échange des Amériques (ZLÉA), du Sommet des peuples à Québec et de la Conférence de Montréal (semaine du 16 avril 2001). Societas Criticus ne peut passer à côté de ces événements. Cependant, nous le ferons à la manière Societas. Les grands quotidiens auront rapportés toutes les nouvelles quotidiennes. Vous aurez tout vu le sensationnalisme et vous n'en aurez très peu entendu parler après!

Nous, on rapportera ce que nous aurons vu à Montréal et Québec. Mais nous aurons aussi réfléchi à certains aspects que cela implique. On posera des questions à la manière de Diogène le cynique, qui questionnait la validité des idées reçus, des dogmes et des idéologies!

Le premier dogme qui mérite d'être questionné est celui des Amériques. Comme s'il y avait les Europes ou les Afriques! C'est là reconnaître que l'Amérique, c'est d'abord les Etats-Unis. D'ailleurs, les citoyens des États-Unis se qualifient d'Américains et non d'États-Uniens! Et l'Amérique veut s'étendre au nord et au sud, Cela ne peut que colorer les discussions.

Ainsi, quand on parle de protection culturelle au sommet des Amériques, de quelle culture s'agit-il? Quand on parle d'ouverture des marchés de l'eau et de l'énergie, c'est au profit de qui? Quand on parle de permettre la libre circulation des biens, c'est pour quel motif? Pour permettre aux entreprises des États-Unis de produire là où les salaires sont les plus bas? Pourquoi, si on parle d'une zone de libre échange des Amériques, ne parlent-on pas aussi de la libre circulation des citoyens des Amériques? Pourquoi, le mexicain ou le salvadorien qui traverse la frontière des États-Unis est-il hors la loi, mais pas le chandail qu'il fait dans une usine sous payé alors que l'on a fermé une usine du Nord où les employés syndiqués gagnaient un salaire décent? Pourquoi l'AFL-CIO ou la FTQ n'ont pas le droit de le syndiquer? La libre-circulation syndicale, qui en parle?

Le sommet des Amériques ne changera pas cela, que ce soit cette année ou dans les prochaines rondes de négociation. Car pour ce faire il devrait s'appeler le sommet de l'Amérique et insister sur le fait que l'Amérique est un continent où cohabitent différentes cultures et où l'égalité – à défaut de l'équité – entre tous les américains est recherchée... Mais qui dit égalité, dit aussi perte de conditions favorables de profitabilité pour les entreprises multinationales qui peuvent jouer sur ces différences à leur profit. Imaginer que la Chevrolet cavalier ou la « New Beetle » de VW, toutes deux construites au Mexique, devraient être vendues au ratio du salaire mexicain par rapport au salaire États-Uniens ou canadien? Le consommateur bénéficiera ainsi de la ZLÉA. Mais ce ne sont pas les consommateurs qui la négocient. En effet, comme le travailleur mexicain gagne en moyenne moins de 2\$/heure, alors que le travailleur canadien de l'auto gagne en moyenne 20\$ l'heure (1), lorsque vous irez voir votre concessionnaire et qu'il voudra vous vendre sa voiture faite au Mexique au prix d'une voiture faite au Canada, aux États-Unis ou en Allemagne, dite lui que le salaire mexicain étant 10 fois moindre que le notre, sa facture doit être coupée d'autant! Le libre marché, ça doit au moins nous servir à économiser, si ça coupe nos emplois! On ne peut être perdant sur toute la ligne...

Le sommet des Amériques est purement économique. Pour les États-Unis, c'est d'avoir accès à une main-d'œuvre bon marché près de chez-eux qui importe. Pourquoi produire dans les pays asiatiques et accroître ses coûts de contrôle et de transport quand on peut produire à coût équivalent au Sud de ses frontières?

Pour ses voisins, c'est d'avoir accès au marché des États-Unis qui les fait saliver. Car pourquoi chercher à exporter vers d'autres continents quand on est à côté d'un des plus grands marchés du monde? Mais quels seront les effets de cette vision égocentriste à long terme? Car on parle d'ouverture, alors qu'en fait il s'agit d'une fermeture sur soi, sur le continent. On ne regarde pas vers les autres continents. On se referme sur soi.

Il y a aussi un autre paradoxe dans ce sommet. On nous parle de la ZLÉA comme devant favoriser la libre circulation des produits et services dans les Amériques. Depuis une décennie on nous chante que ce qui importe dans les entreprises d'aujourd'hui, c'est le capital humain. Que nous sommes dans la société du savoir. Pourtant, en même temps que l'on négocie cette zone de libre échange, on arrête aux frontières tous les opposants potentiels à la ZLÉA. Et le libre échange des idées on en fait quoi? Il semble qu'il est plus facile pour un film de cul de passer la frontière, au nom du libre marché culturel, en ces jours de sommet, que pour un Ph.D. de Harvard qui s'oppose à la ZLÉA! Vous dites libre circulation... Êtes-vous sûr de ce que vous dites?

1. A sujet, voir [Peso Paradox: Mexican Economy Lures Investment, but Is It Too Much Too Fast?](#), by RON STARNER from *From Site Selection magazine, November 2000*

## Les questions éditoriales du Critiqueur

### Argent à donner!

Michel Handfield

Annonce du Québec:

Pas d'argent pour la Santé;  
 Pas d'argent pour l'éducation;  
 Pas d'argent pour les logements sociaux;

Par contre nous avons des millions en banque pour tous les demandeurs corporatifs. Une seule condition: avoir un nom d'entreprise! Car on veut faire partie du grand jeu de la Zone de Libre Échange des Amériques (ZLÉA) et de la mondialisation.

Ce qui m'agace ce n'est pas la guerre des drapeaux lors de ce sommet de la ZLÉA. C'est la connerie des discours politiques: tout le monde politique et des affaires parle du libre marché et de la supériorité de l'économie de marché sur l'économie planifiée ou étatisée. Tous sont à genoux implorant des privatisation pour la bonne marche des affaires (ce que nous a confirmé l'allocution de Jacques Lamarre, « L'État entrepreneur, l'État partenaire et l'État rentier », à la Conférence de Montréal. L'État ne sait pas gérer disent-ils... mais tous implorant les subventions gouvernementales et le Gouvernement du Québec court après les entreprises pour les subventionner! Et si on n'a pas assez d'entreprises à

subventionner, on subventionne la Bourse! Car la spéculation, c'est davantage important que de soutenir les écoles et les hôpitaux!

Alors à quoi bon être à la table de la ZLÉA, si c'est pour parler de libre marché et faire tout le contraire: de l'interventionnisme et de la subventionnisme aiguë! Soutenir des BS corporatifs (1)! Vaudrait mieux s'occuper des citoyens!

Alors Monsieur Landry, si vous avez trop d'argent, donnez-en à Societas Criticus, car nous distribuons notre revue gratuitement et la faisons à notre compte. Ça ne nous paie pas, mais on considère que notre instruction doit servir à quelque chose. Car avec une maîtrise, pas grand monde veut nous engager dans une économie de chaîne de montage et de filiales de multinationales! Peut être ne vous êtes vous jamais fait dire : « C'est intéressant des gens avec votre formation, mais lorsqu'on en a besoin on se tourne vers notre siège social aux États! » mais moi oui. Alors quand on me parle de l'importance de l'éducation, que l'on coupe dans l'éducation et que l'on subventionne les chaînes de montage, j'ai comme un frisson dans le dos!

Que l'on soit d'accord ou non avec nos propos, Societas Criticus force le lecteur à se questionner et à réfléchir. On fait donc œuvre d'éducation. Comme les cyniques le faisaient en un autre temps où ce mot avait encore un sens noble. Dans une entrevue accordée à Jacques Folch-Ribas, Gerald Messadié (auteur de *Madame Socrate* - Roman, France: JC Lattès) nous dit de Diogène le Cynique, que...

Diogène, un génie, qui nous apprend à nous méfier de tous les systèmes de pensée. Le premier esprit libre, bien plus que Socrate ou Aristote... et qui est absent de l'enseignement universitaire, alors qu'il est le continuateur d'Héraclite, ou de Zénon... Diogène qui se promenait nu, insolent, cynique, et professait le doute absolu, analysant un système en fonction d'un autre système, et les trouvant tous grotesques. Bien plus libre que Socrate, ou Platon qui a raconté des choses qu'il n'a jamais vues. (2)

\*\*\*

Pour ceux que la question des cyniques intéresserait, nous vous conseillons la lecture de Michel Onfray, 1990, *Cynismes*, Paris : Le livre de poche, biblio essais

Notes :

1. Cette expression nous fut inspiré par Time Magazine qui a publié une série d'articles sur le corporate welfare il y a quelques années.

2. La Presse, Dimanche 3 décembre 2000

\*\*\*\*\*

## **Le centralisme!**

Michel Handfield

Depuis des décennies le Parti québécois en a contre le fédéralisme centralisateur. Par contre ce même parti, qui revendique plus de pouvoirs au Québec, voir tous les pouvoirs avec la souveraineté, décide des fusions municipales de façon unilatérale au nom de l'efficacité économique! Bref on est face à un nationalisme tout aussi centralisateur (et peut être même davantage centralisateur, car il n'y aurait plus de partage des pouvoirs entre le Fédéral et le Provincial dans un Québec souverain) que le système Fédéral qu'il dit combattre! Ceci soulève déjà des questions évidentes. Cependant il en est une qui l'est moins et que nous devons soulever.

### **Le centralisme est-il une caractéristique québécoise?**

Si nous soulevons cette question, c'est que les premiers ministres que le Québec qualifie de promoteurs du fédéralisme centralisateur sont pour la plupart tous issues du Québec – principalement Trudeau et Chrétien – d'un côté. D'un autre côté, le Parti québécois a une forte tendance à centraliser tous les pouvoirs à Québec. Même lorsqu'il parle de décentralisation, il a tendance à faire des structures – comme le Ministère d'État à la Métropole – pour s'assurer le contrôle des décisions.

C'est une question à réfléchir, car la chicane Ottawa/Québec est-elle une chicane avec le Canada ou une chicane entre québécois qui veulent tirer la couverture chacun pour soi, c'est-à-dire avoir tous les pouvoirs là où ils sont (soit à Québec ou à Ottawa) au dépend de l'autre partie? Peut être faut-il d'abord résoudre ce problème entre nous avant de faire des choix socio-politiques qui engageront notre avenir collectif. Car si le choix de la souveraineté en est un contre le « centralisme » d'Ottawa et que nous nous réveillons le lendemain matin avec un Québec centralisateur et paternaliste, serons-nous mieux comme citoyens? Aurons-nous gagné ou perdu des espaces de libertés, car lorsque personne n'a tous les pouvoirs peut-être les citoyens en ont-ils un peu? En sommes nous conscient et prêt à l'exercer?

Ce sont là des questions que les citoyens et les militants des différents partis doivent commencer à se poser, car il y a des rumeurs d'élections au Québec – fondées ou non. Je sais, on va me dire que les gens ne s'intéressent plus à la politique. En est-on si sûr, car en même temps qu'il y a une désaffection des jeunes envers les Partis Politiques, ceux-ci étaient dans la rue pour défendre leurs droits citoyens face à la Zone de Libre Échange des Amériques. On ne peut donc parler d'un désintérêt de la Politique et de la chose publique. Par

contre on peut parler d'un désabusement face à la politique partisane et aux idéologies des partis en place! Les politiciens et leurs équipes devraient peut être commencer à s'inquiéter et à écouter les citoyens.

## ##### Index #####

### ***La conférence de Montréal***

Michel Handfield



*17 avril 2001*

La conférence de Montréal a lieu du 17 au 20 avril 2001 et s'intéresse à la question des Amériques et de la nouvelle économie. Une occasion d'en savoir plus sur cette grande question, mais en même temps une occasion d'échanges plus libre que dans les discussions officielles. C'est l'impression que j'en ai eu ce soir à l'occasion de l'ouverture de la conférence.

Il y eut aussi la présentation des lauréats du concours Défi – Portes ouvertes sur les Amériques organisé pour les étudiants du niveau post-secondaire par la Société pour l'Expansion des Exportations et la Fondation Canadienne d'Éducation Économique. Les lauréats ont des préoccupations fort intéressantes concernant le Commerce, la Démocratie et la Prospérité pour tous. Comme certains l'ont remarqué, ils auraient pu être avec les manifestants à l'extérieur. Ils ont plutôt partagé leurs préoccupations. Une façon de travailler à l'avenir que l'on veut. C'est là une ouverture intéressante pour une Conférence qui, somme toute, n'engage ni les Gouvernements, ni les citoyens. (Le communiqué de presse du concours Défi – Portes ouvertes sur les Amériques se trouve plus bas.)

Peut être que les prochaines réunions de la ZLÉA (qui elles engagent les citoyens) devraient s'inspirer de cette idée du partage et s'ouvrir, par Internet, à tous les citoyens qui pourraient ainsi suivre les débats et émettre des commentaires. Car veut-on d'une Amérique répondant à un modèle économique à la mode ou d'une Amérique répondant à ses citoyens?

\*\*\*



## Communiqué de presse

### La FCEE et la SEE félicitent les lauréats du Défi - Portes ouvertes sur les Amériques

OTTAWA - Le 10 avril 2001 - La Fondation canadienne d'éducation économique (FCEE) et la Société pour l'expansion des exportations (SEE) ont le plaisir d'annoncer les lauréats du " Défi - Portes ouvertes sur les Amériques ", concours national qui s'adresse aux étudiants de niveau post-secondaire basé sur les thèmes clés qui seront abordés au Sommet des Amériques.

Hier, au Cercle national des journalistes à Ottawa, huit finalistes ont présenté leur plan d'action respectif sur les moyens qui permettront aux jeunes Canadiens de mieux saisir le nombre croissant d'occasions qui émergent un peu partout dans les Amériques. Les diverses équipes se disputaient un premier prix de 5 000 \$ et la chance de présenter leur plan aux délégués de la Conférence de Montréal et du Sommet des Amériques.

Les trois lauréats sont les suivants : Brodie Boland, de la University of Calgary, Michelle Audas, de l'Université du Nouveau-Brunswick et une équipe de l'Université McGill menée par Stephanie Axmann ( et qui incluait Laen Herschler, Ketav Patel et Ameila Smtih et Suzanne Pude). Ils recevront des prix de 5 000 \$, 2 500 \$ et 1 000 \$ respectivement. Ils se rendront par la suite à Montréal, où ils présenteront leurs idées aux délégués de la Conférence de Montréal, un sommet économique annuel. Des copies des plans primés seront en outre distribuées aux délégués du Sommet des Amériques, qui se tiendra à Québec vers la fin d'avril.

Étudiant en préadministration, M. Boland a soutenu l'hypothèse voulant que l'entrepreneurship doit être appuyé par des stratégies qui favorisent la collaboration, l'éducation et l'innovation comme catalyseurs de l'évolution des Amériques sur les plans de l'économie, du développement social, de l'éducation et du développement personnel. M. Boland est un passionné de l'entrepreneurship et du développement international et il souhaite contribuer au perfectionnement des personnes et de la société en appuyant l'entrepreneurship dans les pays en développement.

Mme Audas est étudiante de première année du programme de MBA, et elle détient un baccalauréat en Sociologie et en Études des femmes. Dans son plan d'action, elle proposait l'établissement d'un programme d'échange interculturel visant à renforcer l'importance de l'éducation et à créer des occasions d'emploi pour les étudiants diplômés du niveau post-secondaire des pays développés. Comme aspirations professionnelles, elle aimerait combiner son intérêt pour les sciences sociales et son goût des affaires de sorte à travailler à l'élaboration et à l'instauration de politiques publiques.

Pour sa part, l'équipe dirigée par Mme Axmann a proposé de mettre sur pied une organisation qui favorisera le dialogue et l'éducation grâce à un forum de communication sur Internet à l'intention de l'ensemble des jeunes des Amériques. Les jeunes des divers pays pourraient alors partager des expériences, ce qui favoriserait l'avènement de changements économiques et sociaux positifs dans leurs localités. Mme Axmann et ses co-équipiers achèvent le programme de Développement international.

Organisé par la Fondation canadienne d'éducation économique (FCEE) et la Société pour l'expansion des exportations (SEE), le " Défi - Portes ouvertes sur les Amériques " invitait les étudiants de niveau post-secondaire à rédiger un plan d'action qui, dans un premier temps, devait exposer les raisons pour lesquelles les jeunes Canadiens doivent participer à la vie économique des Amériques et, dans un deuxième temps, définir les moyens à prendre pour qu'ils soient plus aptes à saisir les occasions offertes sur ces marchés. De façon plus précise, les étudiants ont été invités à exprimer leurs vues sur les thèmes clés qui seront abordés au Sommet des Amériques : le renforcement de la démocratie, la création de la prospérité, la réalisation du potentiel humain et le renforcement des liens qui unissent les collectivités.

Établie en 1974, la FCEE est un organisme de bienfaisance apolitique sans but lucratif, qui a pour mandat d'aider les Canadiens à parfaire leurs connaissances de l'économie et leurs compétences à cet égard.

La SEE offre aux exportateurs et aux investisseurs canadiens des services de financement du commerce extérieur et de gestion des risques sur quelque 200 marchés au total. Créée en 1944, la SEE est une société d'État qui fonctionne comme une institution financière commerciale.

\*\*\*

## Hyper liens :

[La conférence de Montréal](#)  
[Fondation Canadienne d'Éducation Économique](#)

\*\*\*

18 avril 2001

Aujourd'hui j'ai assisté au Forum "Trade and prosperity at the summit of the Americas in Québec".

Pour la première partie j'étais mal placée – près des traducteurs – et les différentes langues se mêlaient aux conférenciers. Après la pause je fus mieux placée. Malgré que l'anglais ne soit pas ma langue première, j'ai quand même assez bien suivi. Et voici ce que j'en retiens, mêlé à mes réflexions.

En gros, il est clair que la mondialisation ouvre à la fois des opportunités de développement (nouveaux marchés) mais amène aussi de nouveaux concurrents. Des entreprises et des secteurs industriels devront se réajuster face aux conditions des autres pays (qui ont des normes sociales et environnementales beaucoup plus faibles). Pour certains cela signifie des conditions à la baisse. C'est d'ailleurs la position des opposants à la ZLÉA.

Mais pour d'autres, les gens de ces pays vont vouloir améliorer leurs conditions. Des liens vont s'établir entre groupes de pressions (syndicats, féminisme, environnement, etc.). Des alliances supra-nationales se créeront aussi dans les groupes revendicatifs. On le voit d'ailleurs avec le Sommet des peuples.

Internet y jouera aussi un rôle pour diffuser autant les bonnes que les mauvaises informations. Des pressions pourront ainsi se faire. La globalisation (à l'Amérique) et la mondialisation contribueront ainsi à accroître les standards de vie. Naturellement l'implication citoyenne et du travail politique sera nécessaire

pour faire de l'Amérique du libre-échange économique une Amérique sociale et politique répondant à ses citoyens.

Cette conférence était organisé par la Fondation Canadienne pour les Amériques. Leur site est : [www.focal.ca](http://www.focal.ca)

\*\*\*\*\*

19 et 20 avril, 2001

Le 19 j'ai d'abord assisté au forum sur les biotechnologies et ce fut fort intéressant. Craintes et espoirs se côtoient. Nous y reviendrons dans la revue, car nous avons plusieurs choses à vérifier sur ce dossier. En après-midi ce fut le Forum sur les énergies. Là on parle de libéralisation des marchés de l'énergie comme étant à l'avantage des consommateurs! Ici j'ai des doutes, car le marché du pétrole est un libre marché... et la concurrence est loin de signifier une baisse des prix. J'ai d'ailleurs souligné ce fait à la période de question. La réponse fut qu'un libre marché permet d'ajuster sa consommation aux hausses et aux baisses de prix! C'est Thierry Vandal, « **Executive Vice President – Generation** » à l'Hydro-Québec qui m'a fait cette réponse. Est-ce à dire que lorsque les prix vont être bas on va pouvoir dire à l'Hydro que l'on paie tout de suite notre consommation annuelle! Ah oui, je n'ai pas mis son titre en anglais par erreur. Ce monsieur a dit « Je souhaite à tous un séjour agréable et fructueux dans notre métropole. » et tout le reste de son allocution fut en anglais. Après le Gouvernement Québécois nous parlera du Québec français! Les sud-américains n'avaient pas honte de leur langue eux et parlaient espagnol. Et les représentants fédéraux que j'ai vu passaient allègrement du français à l'anglais et je les en félicite d'ailleurs!

Le vendredi, au forum sur les services publics, le même phénomène linguistique m'a frappé. Michel Vennat, de la Banque de Développement du Canada, parlait allègrement dans les 2 langues. Jacques Lamarre, président et chef de la direction de SNC-Lavalin, a parlé en anglais et les gens d'Amérique latine en espagnol. La période des question fut exclusivement en français et seulement 1 ou 2 personnes avaient recours à la traduction – moins que lorsque c'était en anglais. C'est donc dire que le français aurait facilement pu être utilisé par les francophones. J'en ai pas contre l'anglais, loin de là. Sauf que si la langue pour avancer dans la vie et devenir cadre supérieur au Québec est l'anglais – et c'est le message que le Québec m'envoyait à cette conférence – alors qu'on montre l'anglais à l'école et qu'on arrête les chichis sur le français et la loi 101. Car là mon impression est que le Québec veut des élites qui parlent anglais et une main-d'œuvre limitée au français pour être ainsi des prisonniers géo-linguistiques. Le Québec pourra ainsi offrir une main-d'œuvre captive à rabais. Pour le profit de qui?

Quant au sujet de ce forum, sur les services publics et privés, ce qui m'a frappé, fut l'allocution de Jacques Lamarre sur « L'État entrepreneur, l'État partenaire et l'État rentier »! Bref le privé gère mieux! En fait cela m'a heurté, car les gestionnaires du privé et du public sortent souvent des mêmes écoles! Alors, je n'ai pu m'empêcher d'intervenir à la période des questions pour souligner que si le privé gère mieux, testons-les. Fermons tous les ministères à vocation économique et arrêtons tous les programmes de subvention aux entreprises, car plusieurs entreprises à succès reçoivent des millions et des millions du publics en aide... S'ils réussissent sans aide de l'État, alors ce sera la preuve que c'est vrai. Sinon... Ne privatisons donc pas trop vite. M. Vennat, de la BDC, a effectivement reconnu que certaines entreprises publiques sont bien gérées. Cependant dans certains cas la politique leur nuit. D'autres formes doivent alors être examinées et pas uniquement les privatisation. Des OSBL publics peuvent aussi être formées.

### ##### Index #####

## **Au sommet, le peuple!**

Gaétan Chênevert

Québec, le jeudi 19 avril 2001

Sous le chapiteau situé au vieux port de Québec, j'assiste à un grand rassemblement du Sommet des peuples où plusieurs centaines de personnes provenant des différents pays de l'Amérique, discutent les conclusions des ateliers — forum sur les droits humains, des femmes, des communications, le rôle des États, de l'éducation, l'environnement, l'agriculture et le forum syndical — et à l'arrangement final de la déclaration des peuples. La société civile s'exprime haut et fort en français, anglais, espagnol et portugais. Je n'ai jamais vu autant de diversités sous un chapiteau, l'Amérique est multiple. Une société civile vivante, hétérogène, articulée, militante et passionnée qui a son mot à dire dans la construction de l'Amérique.

Juste à côté dans un Hall d'exposition se trouvait la salle de presse où les principaux organisateurs du Sommet des peuples et des ateliers tenaient leurs conférences de presse. Toujours pleine à craquer, plusieurs représentants d'organismes tels que "Social Watch, l'Alliance sociale continentale et plusieurs autres venaient tour à tour annoncer et présenter aux médias alternatifs et traditionnels les conclusions de leurs rapports ou d'autres communiqués importants. Bravo aux représentants du Sommet des peuples qui ont accompli un travail gigantesque. Mission accomplie.

Seule ombre au tableau, à l'exception du chef du nouveau parti démocratique à Ottawa Mme Alexa McDonough, et quelques députés du bloc québécois dont Stéphane Tremblay, Pierre Paquette et sûrement quelques autres qui étaient

présents dont je n'ai pas vu — je les félicite d'ailleurs de leur présence et de leur soutien et engagement — où était donc nos élus, les plus que vrais, ceux qui peuvent amener, débattre et décider de ces enjeux majeurs aux parlements ? Savent-ils vraiment de quoi il est question avec la ZLÉA ? Preuve qu'ils n'ont aucun pouvoir sur ces grandes questions, ils sont évacués du processus même de négociation. Au lieu de débattre dans nos parlements des enjeux cruciaux qui auront un impact sur tous les peuples de l'Amérique, on débat sous un chapiteau dans le vieux port de Québec. C'est la société civile qui prend en main les dossiers, les analysent, les dissèquent et proposent des solutions aux chefs d'États. N'oublions pas que le Sommet des peuples — pour répondre au totalitarisme imposé par les financiers et les multinationales dont nos gouvernements sont complices — a été organisé par la société civile et non les parlementaires. C'est une honte et une preuve sérieuse du recul de la notre démocratie telle qu'on l'a connue.

Approuver et soutenir la société civile en public est gênant, on pourrait se faire réprimander par son parti, ses pairs ou essuyer une motion de blâme de l'assemblée nationale dont le chef de l'opposition Le Grand Jean Frisé Charest est passé maître. La sanction est lourde de conséquence, rétrogradé ou mise à la porte. La carrière est beaucoup trop importante, y a des moments où il faut tenir ça mort. Vous savez, la ligne de partie et la solidarité ministérielle, faut pas y déroger vous risquez d'être lynchés. À Québec vous avez perdu encore plus notre confiance, vous n'êtes plus crédible. À quoi servez-vous donc ? Comme le dit si bien notre chanteur préféré Daniel Boucher ces temps ici, «Vous êtes dont où ?».

### Gaétan Chênevert

Voici les textes des conclusions des principaux ateliers et la déclaration finale du deuxième sommet des peuples, Ville de Québec, avril 2001. Le texte du forum des communications est en anglais et celui agricole est en portugais je crois. Vous trouverez également le texte intégral de la Déclaration de Québec cosignée par les 34 chefs d'États et de gouvernement au IIIe Sommet des Amériques.

## Forum

[Droits humains](#)

[Femmes](#)

[Communications](#)(anglais)

[Rôle des États](#)

[Éducation](#)

[Environnement](#)

[Forum agricole](#)

[Syndical](#)

[Forum des parlementaires](#)

[Déclaration finale du Deuxième Sommet des peuples des Amériques](#)

Ville de Québec, le 19 avril 2001

[La déclaration de Québec \(Sommet officiel\)](#)

Ville de Québec, le 22 avril 2001

## Forum sur les droits humains

- La déclaration universelle des droits de l'Homme et les traités des droits humains qui en découlent ont préséance sur tout traité international, y compris sur les accords de commerce. Les accords bilatéraux ou multilatéraux concernant les échanges commerciaux ou les investissements doivent en conséquence répondre explicitement au principe de la primauté des droits humains. Les États parties à ces accords doivent s'engager à respecter de façon inconditionnelle les Pactes et Conventions internationaux et régionaux énonçant aussi bien les droits civils et politiques que les droits économiques, sociaux et culturels, le droit à la paix, le droit au développement, et le droit à un environnement sain et protégé. Tout au long du Forum sur les droits humains, nous avons constaté que les accords de libre-échange en vigueur ou en négociation sont incompatibles avec les droits humains.
- La négociation de tout accord d'intégration ou de commerce doit répondre aux exigences de transparence et de démocratie. Les négociations ou accords qui ne respectent pas ces règles doivent être interrompus. Les citoyens et citoyennes ainsi que les organisations les représentant doivent avoir plein accès aux informations concernant le contenu des négociations intergouvernementales ainsi que les moyens et l'opportunité de pouvoir se prononcer sur le contenu et l'éventuel ratification des accords. Les gouvernements doivent leur assurer les ressources nécessaires à l'exercice de cette participation citoyenne.
- Le système de protection interaméricain des droits humains doit s'assurer que tout accord de commerce soit assujéti au principe de la primauté des droits humains. Les États des Amériques doivent prendre l'engagement d'augmenter immédiatement et de façon significative le financement et les ressources du système interaméricain de protection des droits.
- Le Forum des droits humains a décidé de prendre les moyens pour le développement d'un travail commun jusqu'au prochain sommet afin de permettre une plus grande connaissance et appropriation du principe de la primauté des droits, et d'assurer un suivi des autres recommandations du Forum.

## Résumé des grandes conclusions du forum des femmes

Depuis le 1<sup>er</sup> Sommet des peuples des Amériques à Santiago en 1998 le vécu quotidien des femmes s'est dégradé:

- Victimes de l'érosion de la protection sociale dans tous les pays des Amériques;

- Victimes des coupures massives dans les services publics les contraignant à accroître le travail domestique et les responsabilités familiales (soin des malades, des personnes âgées, des enfants, etc.);
- Exacerbation des violences envers les femmes dans le cadre du travail comme dans la famille et dans la société;
- Appauvrissement des femmes par la généralisation massive du chômage, de la précarisation et de la flexibilité du travail;
- Atteinte aux droits démocratiques en particulier au sein des maquiladoras et des zones franches, etc.

Bref, les femmes sont vraiment les premières victimes de la mondialisation !

### **Notre analyse...**

L'ensemble des débats a réaffirmé la pertinence de l'analyse féministe et des rapports sociaux de sexe. En effet, nous constatons que partout dans le monde les femmes ont à souffrir d'une oppression spécifique basée sur des discriminations massives et des traitements inégalitaires. La mondialisation exacerbe cette oppression. La mondialisation est sexiste.

### **Nos alternatives...**

Le Sommet des peuples a été pour les femmes présentes au forum une suite logique de la Marche mondiale des femmes en l'an 2000 par son implication concrète dans la lutte anti-mondialisation néo-libérale. Nous avons donc réaffirmé notre volonté de continuer à porter les revendications de notre plateforme mondiale notamment concernant la pauvreté.

De plus, les femmes ont tenu à dire haut et fort leur volonté de développer encore davantage les liens de solidarité entre les femmes du sud et du nord, toutes concernées par les effets de la mondialisation vécue dans les Amériques. Elles ont aussi dit l'importance de travailler avec l'ensemble des réseaux féministes présents dans les Amériques incluant le Réseau femmes de l'alliance sociale continentale.

Il nous a semblé indispensable de continuer à construire et à consolider notre réseau féministe mondial, seul instrument capable de porter notre lutte afin de construire un monde égalitaire entre les hommes et les femmes.

Il est par conséquent incontournable que les militantes et militants présents dans les autres forums se saisissent de l'analyse féministe et l'intègre dans leur combat quotidien.



### **Message aux chefs d'État:**

Soutien financier aux groupes luttant pour l'égalité des femmes et des hommes !

S'engager à mettre en place les grandes recommandations préservant les droits des femmes dans les conventions internationales, l'analyse différenciée selon les sexes, etc.

Une société démocratique se juge par la façon dont les femmes sont prises en compte : EN AVANT POUR L'ÉGALITÉ RÉELLE ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES !

### **Forum on communications**

At the first People's Summit, communication was not even conceived of as a sector in its own right. Therefore, it was not recognized as a critical strategic sector in the struggle to democratize society. Since 1998, four major trends have matured :

1. The concentration and monopolization of the communications sector;
2. The control over information, knowledge and the homogenization of opinion;
3. The blossoming of the technological revolution;
4. The commodification of information, knowledge and culture.

A kind of «universal, neutral» information has been imposed negating pluralism, and cultural, linguistic and gender diversity. Despite these trends, there has been phenomenal growth of the community and independent media sector, evidenced by the forum on communications which has been held at the 2<sup>nd</sup> People's Summit of the Americas.

We urge the People's Summit at large to join with the Forum on communications in recognizing that communications is a critical sector of social struggle and that it is a human right that underpins all other human rights. Consider the media campaign that has been launched to oppose the FTAA. Further, we urge the People's Summit to consider this reality in future planning and to give the topic of importance it deserves on both the theoretical and practical levels. Finally, we call for your support of the following recommendations:

- A. The right to communicate be recognized as a human right by civil society as well as government and international bodies.
- B. The sovereignty of states to regulate on issues regarding the communications sector (process and content) be guaranteed within any international economic agreements.

- C. The right to communicate be recognized constitutionally, and be properly legislated and enforced through appropriate regulation and policies (e.g. Through anti-trust laws).
- D. Considering communications as part of the global commons, corporations should pay for the use of this public space. Funds should be used to ensure sustainable community and independent media and should be distributed and managed according to the principles of economic solidarity and under the control of civil society.
- E. The market economy is not the only model for shaping the communications infrastructure. People must be seen as producers and contributors of information and not be defined solely as consumers.
- F. That universal access be the standard for all new technologies and that access be maintained for mature technologies. This includes giving people the necessary training in order to create their own content free from the constraints of the market.
- G. Call for an ongoing public discussion and debate regarding the new problems concomitant to new technologies including rights of privacy, intellectual property, and a transparent decision making process within corporation and governments.
- H. Civil society and non-governmental organizations should re-appropriate the terms of discussion in formulating communications policy regulation.

Based on these recommendations, this is a work in progress. This document is a preliminary version of the chapter on communications to be included in the Alternatives of the Americas document. A fuller version will be developed over the next few months prior to the compilation of the next edition of the Alternatives of the Americas document based on the ongoing input from the participants of the Communications Forum and the existing networks and organizations which have been parties to this process. The Communications Forum submits this process for approval and support to the plenary session of the 2<sup>nd</sup> People's Summit.

The Forum on Communications at the 2<sup>nd</sup> People's Summit of the Americas was attended by representatives from Nunavut to Tierra Del Fuego who gathered to strategize about means of insuring the democratization of media and thereby our societies. We recognize that the Right to Communicate is a universal human right which serves and underpins all other human rights and which must be preserved and extended in the context of the new challenges of globalization. It should be recognized that community media has directly and substantially contributed to the democratization of political system including the overthrow of repressive regimes. Although we came together primarily from the Western Hemisphere, we believe these principles to be universal and commit to the realization of them globally.

## Rapport du forum sur le rôle des États...

### Nouveaux éléments depuis Santiago

Le néo-libéralisme s'accroît comme courant dominant et l'arrivée au pouvoir du président Bush accentue cette tendance. Contrairement à toute logique Cuba est toujours absent des négociations. Déjà plusieurs pays, dont le Canada et le Mexique, ont été poursuivis dans le cadre de l'ALÉNA et ont perdu des millions de dollars contre les multinationales. Par ailleurs, la marche mondiale des femmes a bien illustré la conscientisation grandissante des peuples sur les conséquences du courant néo-libéral dans l'accentuation de l'exclusion, de la pauvreté et de la violence. En dépit de cette mobilisation, on constate partout la mise en place de conditions favorisant l'application d'une éventuelle ZLÉA. Plusieurs pays du Sud sont sur la voie de la dollarisation. Nous observons aussi une augmentation de la violence policière et de la répression. Les murs qui entourent la négociation actuelle en sont un symbole éloquent.

### Les Alternatives identifiées

1. Que les gouvernements défendent le bien commun. La prise en compte du bien commun devant s'exercer dans le cadre :
  - D'une démocratie participative au niveau local, régional et international, reposant sur l'équité, la justice sociale et l'autodétermination des peuples. Tout accord doit, dans ce sens, être soumis à un référendum populaire;
  - D'une politique fiscale qui garantisse une véritable redistribution de la richesse et un filet de sécurité sociale permettant d'assurer les besoins essentiels;
  - De moyens légaux permettant de poursuivre en justice les entreprises qui portent atteinte aux droits fondamentaux.
2. Que les gouvernements reconnaissent la primauté des conventions et des pactes internationaux en matière de droits humains sur toute forme d'accord économique, social ou autre;
3. Que l'État reconnaisse le droit inaliénable à la santé avec un accès véritable à des services publics universels, accessibles et gratuits;
4. Que la dette publique des pays du Sud soit abolie afin de leur permettre de se doter de services sociaux adéquats;
5. Que les gouvernements concernés se retirent de l'ALÉNA.

6. Que les clauses sur la protection de la propriété intellectuelle soit abolies de tout accord;
7. Que l'aide publique au développement des pays du Nord vers les pays du sud serve véritablement les intérêts des pays du Sud et non `renforcer les politiques commerciales.

Cette aide doit appuyer prioritairement les programmes sociaux et les organisations de la société civile.

## **Le plan d'action**

Consolider l'Alliance sociale Continentale :

- En se dotant d'une organisation plus permanente et mieux structurée à l'échelle continentale dans le but de réaliser ses objectifs;
- Dans son rôle d'éducation populaire pour une prise de conscience grandissante de la population à propos des enjeux de ces accords particulièrement sur les conditions de vie des femmes, des enfants et des personne vulnérables;
- En élaborant des définitions communes des concepts utilisés fréquemment comme : consensus, équité, développement, économie solidaire, etc.
- En organisant une campagne internationale sur les enjeux de la ZLÉA et en exigeant que les gouvernements se retirent de l'ALÉNA;
- En consolidant les alliances entre le mouvement syndical et le mouvement social à l'intérieur de chaque pays et à l'échelle continentale.

## **Message aux chefs d'États**

Considérant que la ZLÉA signifie l'effritement de la souveraineté des États;

Considérant la nécessité de la primauté des droits sociaux et humanitaires sur les accords de commerce;

Considérant que nous refusons la marchandisation des services publics;

Considérant que le rôle de l'État consiste prioritairement à redistribuer équitablement la richesse et à défendre le bien commun;

Considérant que la ZLÉA signifiera l'accroissement de l'exclusion sociale et des reculs dans les acquis sociaux;

Nous nous opposons à la signature de la ZLÉA.

En signant cet accord vous trahissez vos peuples et vous perdez votre légitimité d'élus. Nous serons sur votre chemin pour vous en empêcher.

## **SYNTHÈSE DU FORUM ÉDUCATION**

### **LA CONJONCTURE DEPUIS LE SOMMET DE SANTIAGO**

- La majorité des pays ont continué à investir en éducation moins de 5% de leur PIB.
- Près de 50 millions de personnes analphabètes, en grande majorité des femmes et presque en totalité des pauvres, se retrouvent dans nos pays.
- 5% des enfants sont toujours à l'extérieur de l'école.
- 35% des enfants et des jeunes ne font pas plus de 5 années d'école.
- 50 millions d'indigènes ou autochtones ne sont pas respectés au plan culturel et linguistique.
- Les réformes éducatives se font dans l'improvisation et dans la majorité des cas sans aucune participation.
- La qualité de l'éducation publique est encore loin des besoins de la société et des engagements de Santiago.
- La marchandisation et l'utilisation des normes du milieu des affaires (exemple coût-bénéfices) s'accroissent à l'intérieur du système éducatif au détriment des valeurs de développement intégral de la personne.
- L'éducation technique et professionnelle est devenue utilitariste pour répondre aux demandes du marché et des entreprises au dépend d'une formation large et polyvalente.
- La recherche sociale, scientifique et technique est mal financée et soumise à des contraintes et des intérêts qui réduisent son autonomie.
- Les États continuent de transférer leur responsabilité eu égard au financement de l'éducation publique au niveau des communautés locales et des familles par la privatisation et la décentralisation.

Tout le continent connaît une augmentation de la pauvreté, du chômage, de l'injustice et de la violence sociale. L'équilibre écologique est fragile et menacé par la déforestation et la pollution. Ainsi les droits démocratiques et l'éducation en subissent les conséquences.

L'école ne peut pas à elle seule solutionner ces problématiques et nous demandons une intervention active de la part des états à renverser la situation.

## ALTERNATIVES ET PROPOSITIONS

- Refuser d'inclure l'éducation dans l'accord de la ZLÉA et dans les autres traités commerciaux
- Assurer que l'éducation est une politique des états
- Accroître à au moins 8% du PIB la part de la richesse collective destinée à l'éducation publique
- Réduire des budgets consacrés aux dépenses militaires et au financement de la dette illégitime et réinvestir les sommes dégagées dans les programmes sociaux, notamment en éducation
- Se doter d'un plan triennal d'investissement fondé sur des objectifs précis d'alphabétisation, de scolarisation, d'augmentation de l'accessibilité et de la réussite ainsi que sur des objectifs de réduction des inégalités
- Mettre fin au processus de privatisation et de décentralisation, en cours
- Créer et renforcer les services à la petite enfance, notamment les services de santé, les services de garderie et l'éducation préscolaire obligatoire et gratuite pour les enfants de 4 et 5 ans, en encourageant l'accès des filles
- Élaborer et mettre en œuvre, en consultation et en concertation avec la société civile, des programmes d'action en faveur d'une plus grande justice sociale, surtout par le biais d'un soutien aux enfants et aux familles à fin de réduire les inégalités
- Respecter les accords, déclarations ou pactes internationaux signés, notamment la Convention des Nations Unies relatifs aux droits de l'enfant, particulièrement en ce qui concerne la suppression du travail des enfants
- À tout mettre en œuvre à fin que les adultes soient alphabétisés et scolarisés avec l'étroite collaboration des organisations éducatives et syndicales
- assurer un accès égalitaire et gratuit à tous les niveaux d'éducation, y compris à l'enseignement supérieur
- Financer adéquatement la recherche en enseignement supérieur pour assurer son autonomie
- Assurer que les réformes éducatives répondent aux besoins des peuples et des populations les plus démunies avec la participation des organisation syndicales et communautaires
- Prioriser la formation, le perfectionnement et le recyclage des travailleurs et des travailleuses de l'éducation de façon continue, gratuite et accessible
- Favoriser l'utilisation des NTIC sans toutefois que ces technologies remplacent une éducation de qualité assurée par les éducateurs eux-mêmes
- Offrir aux communautés indigènes et aux peuples autochtones une éducation qui respecte leur culture et leur langue
- Assurer une éducation qui valorise la diversité ethnique et la pluralité culturelle ainsi que l'égalité entre les femmes et les hommes quelles que soient leur origine ethnique, leur orientation sexuelle ou leurs croyances.

Nous rejetons toute limitation au droit d'apprendre. Nous exigeons la pleine démocratisation du système éducatif par un enseignement pour toute la vie, adapté aux besoins des étudiantes et des étudiants, en particulier les femmes, les adultes, les enfants de la rue et de la guerre, les personnes handicapées, les personnes marginalisées.

## **PLAN D'ACTION**

Afin d'assurer l'atteinte des objectifs de la Déclaration commune issue du Forum continental sur l'éducation tenu les 17 et 18 avril 2001, les organisations hôtes s'engagent à rechercher le financement nécessaire à la réalisation du plan d'action suivant auquel collaboreront les organisations régionales, continentales et mondiales. NOUS VOULON:

- Assurer la surveillance des engagements pris par les chefs d'états en matière d'éducation lors des Sommets de Santiago et de Québec ainsi que des travaux sur l'éducation qui seront réalisés sous la direction des ministres de l'éducation du continent, notamment en ce qui a trait aux projets des indicateurs continentaux en éducation et d'évaluation de l'éducation
- Poursuivre les actions et les stratégies organisationnelles visant à soutenir l'éducation publique comme droit des peuples et à promouvoir comme une option supérieure à la privatisation et à la commercialisation
- Agir au plan international continental, régional et national pour exiger des chefs d'États l'exclusion de l'éducation à titre de services pouvant être marchandisés

En ce sens, les organisations présentes au forum s'engagent à :

- Collaborer à la réalisation du plan d'action
- Assurer la diffusion la plus large possible de la déclaration commune dans une perspective d'information, de sensibilisation et d'éducation
- Favoriser la participation au Forum sur l'éducation du Forum social mondial qui se tiendra à Porto Alegre au début de 2002.

MESDAMES ET MESSIEURS LES CHEFS D'ÉTAT:

**L'ÉDUCATION N'EST PAS À VENDRE, L'ÉDUCATION EST UN DROIT SOCIAL FONDAMENTAL.**

## **Déclaration du Forum Environnement**

**Nous citoyennes et citoyens des Amériques, acteurs et actrices de la société civile engagé(e)s à protéger l'environnement, nous nous opposons aux accords annoncés de la ZLÉA et de tout autre accord de même nature.**

Nous observons et dénonçons :

- Que les accords de libre-échange aggravent les inégalités entre riches et pauvres, entre hommes et femmes, entre pays du Nord et pays du Sud, et détruisent les liens écologiques entre l'espèce humaine et l'environnement. 20% de la population mondiale consomme 80% des ressources naturelles de la planète.
- Que les accords de libre-échange des Amériques vont à l'encontre de la démocratie, du respect de l'environnement et des droits humains ainsi que de la diversité culturelle.
- Que les accords de libre-échange contribuent au développement d'une économie orientée vers l'exportation au détriment des besoins des communautés locales. On assiste à la consolidation du pouvoir économique et légal corporatif au détriment du pouvoir des citoyens.
- Que les traités de libre-échange favorisent la marchandisation des biens communs de l'humanité et de la planète (eau, patrimoine génétique, etc.). Cette privatisation des richesses collectives accorde des droits exclusifs à une minorité de nantis et contribue à l'appauvrissement de la majorité. La logique néo-libérale réduit le citoyen en simple consommateur et ultimement, en marchandise. Elle brime les approches culturelles holistiques ou spirituelles.
- Que les accords de libre-échange contribuent à l'intensification des modes de production et de consommation non-durables et entraînent la destruction de l'environnement. Ils favorisent les rendements à courts termes sans comptabiliser les coûts environnementaux et sociaux des biens et services. La dette écologique et sociale créée n'est pas assumée par les entreprises qui en profitent mais par l'ensemble des habitants actuels et futurs de la planète.
- Que les accords de libre-échange incite le démantèlement des États et l'affaiblissement de leurs lois environnementales et sociales, notamment par le biais de la déréglementation afin d'accroître leur compétitivité sur les marchés internationaux. Puisque les coûts environnementaux et sociaux ne sont pas inclus dans le prix payé par les consommateurs, le libre marché stimule des pratiques qui mettent en péril l'équilibre écologique de notre planète, exploitent la main d'œuvre et hypothèquent les capacités de la population et des générations futures à subvenir à leurs besoins. Les traités



de libre-échange actuels se traduisent donc en accords de "libre exploitation" des ressources environnementales et humaines.

- Au moyen de leurs structures légales les accords de libre-échange ont généralement préséance sur les accords internationaux, visant la protection de l'environnement et de ses habitants et sur les lois nationales. Ils affaiblissent donc le pouvoir de telles initiatives et dans certains cas ils les rendent même caduques.

**Afin d'assurer la mondialisation des solidarités, c'est-à-dire une mondialisation citoyenne qui respecte l'environnement et les droits de la personne et cela pour les générations présentes et futures, nous croyons que les conditions nécessaires sont :**

1. L'établissement de stratégies de mondialisation élaborées et mises de l'avant de manière démocratique. C'est-à-dire dans un processus transparent permettant la pleine participation des élu(e)s et des organisations non-gouvernementales ainsi que des citoyennes et des citoyens plutôt que sous l'influence prédominante d'une élite économique. Tous devront assumer des engagements permettant un juste équilibre entre les libertés et responsabilités individuelles et collectives.
2. La construction d'une économie responsable qui soit au service de l'ensemble de la population d'aujourd'hui et de demain et non l'inverse. Le principe de la responsabilité élargie du producteur (REP) devrait s'appliquer sur tout le cycle de vie des produits, de l'extraction des matières premières jusqu'à la post-consommation et ce au-delà des frontières politiques. Aucune subvention et appuis de doivent être accordés à des entreprises ne respectant pas l'environnement, les droits humains et les droits des travailleurs.
3. Les droits des citoyens doivent avoir primauté sur celui des entreprises privées.
4. La croissance économique doit être assujettie au cycle de la régénération des ressources naturelles.
5. L'adoption de règles contraignantes et l'établissement de mécanismes légaux qui obligent les États à respecter leurs engagements internationaux en matière environnementale et sociale et qui ne donnent pas préséance aux accords commerciaux. Une structure supra nationale qui a fait l'objet d'un large consensus doit être chargée de faire respecter les ententes internationales tels que les accords de Kyoto, le protocole de Cartagène sur la bio-sécurité, etc.

6. La préservation et l'application du principe de précaution partout où les connaissances sont insuffisantes. L'utilisation d'organismes génétiquement modifiés (OGM) devrait être interdite.
7. L'interdiction de breveter toute forme de vie.
8. La mise en place de mécanismes qui encouragent la productivité à long terme des investissements de capitaux et découragent les investissements spéculatifs, non productifs. Par exemple, l'établissement d'une taxe internationale sur les transactions financières afin de contrôler la spéculation et l'établissement de crédits d'impôt uniquement sur les investissements éthiques et environnementaux.
9. Des mécanismes de régulation des échanges commerciaux internationaux et des institutions doivent permettre l'intervention de représentants de la société civile.

**Par la présente, nous affirmons notre engagement à travailler solidairement à la mise en œuvre de stratégies locales, régionales, nationales et internationales assurant la protection de l'environnement et le respect des droits économiques, sociaux et culturels des populations. Ces mesures et initiatives émergent du local vers le global et non l'inverse. Celles-ci doivent s'appuyer sur :**

- L'instauration et l'amélioration de normes de production et de commercialisation qui respectent l'environnement et la société. Celles-ci doivent être adaptées aux réalités sociales, économiques et écologiques de chaque région. Les études d'impacts environnementales et communautaires faisant l'objet de consultations publiques démocratiques doivent être obligatoires. Les décisions doivent être prises en considérant les impacts sur les sept générations futures. Les résultats doivent être évalués publiquement et démocratiquement.
- L'investissement immédiat et continu dans l'éducation et la sensibilisation aux enjeux environnementaux de la citoyenneté. Les groupes de base doivent pouvoir bénéficier de fonds leur permettant d'offrir des contre-expertises lorsque nécessaire et d'interpeller l'ensemble de la population aux impacts de la mondialisation sur leurs communautés.
- La mise en place de programmes d'éducation relative à l'environnement, autant dans le milieu scolaire que communautaire. Ces programmes, de même que l'ensemble du milieu scolaire, doivent être exempts de publicité et de commandites privées.

- L'investissement en entreprises sociales et communautaires respectueuses de l'environnement et axées sur le développement économique local et régional en gestion de déchets, foresterie, agriculture, consommation, énergie, etc., et ce, afin de consolider et développer les alternatives émergentes.
- La création d'une Alliance civile continentale et la mise en œuvre d'un secrétariat permanent de réseautage des organisations citoyennes afin de faciliter le partage d'information et la coopération entre organismes de la société civile de tout le continent et la mise en place de mécanismes originaux d'autofinancement indépendants des entreprises et des gouvernements. Ce secrétariat faciliterait l'implication des groupes de base dans le processus décisionnel aux niveaux local, national et régional. Il contribuerait ainsi à mieux protéger les intérêts des citoyennes et des citoyens ainsi que l'environnement. Il créerait un contrepoids aux forces de lobbies industriels et financiers.
- L'imposition d'un système d'étiquetage national et international informant les consommateurs et consommatrices des impacts environnementaux et sociaux des produits mis sur le marché.

La mise en œuvre du contenu de cette déclaration nécessite l'engagement des gouvernements, des entreprises, des acteurs et actrices de la société civile ainsi que des citoyens et des citoyennes.

N.B. : Les points présentés dans ce document résume du mieux possible l'ensemble des discussions du Forum Environnement. Un document plus complet rapportant les recommandations de chaque atelier et de la plénière sera disponible dans les prochaines semaines au Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE).

## Forum agricole

**« L'Amérique n'existe pas sans nous ! »**

**Les participants au Forum agricole des 17 et 18 avril se sont mis d'accord sur le fait que le libre-échange a dévasté l'agriculture à la grandeur du continent.**

Parmi les quelques 100 fermiers, travailleurs du domaine agricole, organisateurs et militants représentant près de 20 pays, le leitmotiv était que la déréglementation gouvernementale, la surproduction pour les marchés étrangers et l'utilisation irresponsable de technologies nouvelles et non éprouvées ont fait plonger les standards environnementaux, les normes du travail et les revenus

nets des fermiers dans des abîmes inédits, en plus de forcer plusieurs agriculteurs à se défaire de leurs terres.

Selon la National Farmers Union (NFU), les revenus générés par les exportations canadiennes des produits de l'agriculture ont triplé entre 1974 et 2000. Au cours de la même période, cependant, les revenus nets des fermiers ont chuté, leurs fournisseurs récoltant jusqu'à 100 % de leurs profits bruts.

« On nous avait promis un immense nouveau marché pour nos semences, au Sud », déclare David Orchard, un fermier biologique et cofondateur du groupe Citoyens concernés par le libre-échange. À la place de ce nouvel éden, les fermiers de sa communauté, en Saskatchewan, ont vu leurs revenus nets chuter de 10 % en dix ans.

Des témoignages similaires se sont succédé tout au long des deux jours de discussions. Renwick Rose, entre autres, un organisateur de Via Campesina, de St-Vincent, a décrit comment une décision de l'Organisation mondiale du commerce, interdisant à l'Union européenne d'établir un régime préférentiel pour l'importation de bananes a coûté leur emploi à plus d'un tiers des bananiers des Caraïbes.

La nécessité pour les peuples indigènes de se réapproprier leur droit à la terre, ainsi que leur propriété culturelle et intellectuelle, fut mentionnée à maintes reprises comme étant une priorité absolue. Dans une lettre lue à par l'un de ses membres, le Congrès national indigène mexicain a dénoncé le gouvernement mexicain pour l'ouverture de ses frontières aux corporations transnationales et au pillage aveugle de ses ressources naturelles.

« Le Mexique n'existe pas sans nous. L'Amérique n'existe pas sans nous. Nous ne renoncerons pas à nos droits d'exister en tant que communauté. Nous ne pouvons accepter la destruction de nos territoires, ni les projets et "méga-projets " qui détruisent notre biodiversité. »

La voix des fermiers indigènes américains et canadiens était notablement absente au forum. Parmi ceux qui étaient présents, cependant, leur compte rendu n'était pas totalement pessimiste. Plusieurs participants ont parlé de l'agriculture biologique comme d'une alternative durable aux méthodes de production imposées par les accords internationaux de libre-échange.

« Le secteur qui progresse le plus rapidement à l'heure actuelle en agriculture est le secteur biologique », a dit David Orchard, en mentionnant une récente étude qui dévoilait que moins de 15 % des fermiers « biologiques » en Ontario (la province canadienne la plus productive dans le secteur agricole) considèrent que leurs profits sont insuffisants. Il a poursuivi en soulignant que l'absence de Cuba aux tables de négociation du Sommet des Amériques va priver les autres pays du continent de l'expérience cubaine en agriculture biologique durable.

Le Forum s'est conclu sur une décision de proposer l'inclusion d'un référendum continental sur le libre- échange dans le document *Des alternatives pour les Amériques*, qui doit être adopté en plénière dans le cadre du Deuxième Sommet des peuples des Amériques.

## **Forum syndical**

### **Ce qui a changé depuis le premier Sommet des peuples (Santiago) de 1998**

- La précarité de l'emploi a fortement progressé dans la plupart des pays des Amériques
- La flexibilisation des marchés a atteint le marché du travail
- Les gouvernements renoncent de plus en plus volontairement à leur propre souveraineté
- Les entreprises poursuivent de plus en plus, pour entraves à leur capacité de faire des profits, les gouvernements qui prennent des décisions dans l'intérêt du public (environnement, santé publique...)
- La diversité culturelle et les droits à la santé, à l'éducation et à la protection sociale sont de plus en plus menacés
- Les multiples composantes des diverses sociétés civiles ne se contentent plus de dénoncer les accords commerciaux, elles proposent des alternatives de mieux en mieux définies
- Les parlementaires contestent de plus en plus la concentration du pouvoir politique entre les mains des seuls chefs d'état et de gouvernement
- Plus d'échanges soutenus dans le mouvement syndical

### **Nos alternatives enrichies**

Nous proposons :

- Que l'on intègre à tout éventuel accord commercial le respect des droits fondamentaux du travail : le droit à la syndicalisation et à la négociation collective, l'interdiction du travail des enfants et du travail forcé, la non-discrimination en emploi.

- Que les organisations syndicales soient associées aux prises de décisions qui concernent les travailleurs et les travailleuses. Des structures permanentes de consultation et de suivi doivent être mises en place un peu à l'exemple de celles instituées en Europe.

### **Notre plan d'action et de suivi**

- Nous nous engageons à renforcer et à consolider le mouvement syndical des Amériques pour en faire un acteur incontournable de la coopération entre les peuples.
- Nous nous engageons à resserrer les liens entre nos organisations et à coordonner nos luttes. Nous multiplierons pour ce faire les échanges entre nous et mettrons sur pied des réseaux d'information permanente.
- Dans chacun de nos pays, nous exigerons de nos gouvernements qu'ils assujettissent les accords commerciaux au bien commun des populations; pour ce faire, ils ne doivent renoncer à aucun des pouvoirs qui leur permettent de défendre et promouvoir les services publics et le développement économique de leur pays.
- Nous appelons nos organisations nationales et les structures régionales de nos organisations internationales, de même que l'Alliance sociale continentale (ASC) à mettre en place des mécanismes de surveillance des agissements des entreprises multinationales et des gouvernements en ce qui concerne le respect des droits humains et des droits fondamentaux du travail.
- Avec les structures régionales de nos organisations internationales, nous participerons à l'organisation de conférences syndicales sous-régionales pour surveiller le processus d'intégration des Amériques, combattre les violations des droits individuels et collectifs et promouvoir nos alternatives.
- Nous travaillerons au développement et à la précision de ces alternatives, spécialement en matière de travail.
- Nous participerons à des activités syndicales communes pour le respect et la promotion des droits syndicaux que nous demandons aux structures régionales de nos organisations internationales d'organiser.
- Nous nous retrouverons au sein d'une conférence syndicale à l'occasion du prochain Forum social mondial, à Porto Allegre en 2002.

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE

D'AUTRES AMÉRIQUES SONT POSSIBLES

À PARTIR D'AUJOURD'HUI, DEMAIN NOUS APPARTIENT

À PARTIR D'AUJOURD'HUI, LES PEUPLES DES AMÉRIQUES SE RÉAPPROPRIENT LEUR AVENIR

LE LIBRE-ÉCHANGE MET DES BARRIÈRES SUR LA VOIE DE NOTRE AVENIR COLLECTIF

LES ÉCHANGES SONT LIBRES, LES CAPITAUX CIRCULENT LIBREMENT, AU TOUR DES PEUPLES DE DÉFINIR LEUR AVENIR EN TOUTE LIBERTÉ

POUR QUE LIBERTÉ RIME ENFIN AVEC ÉGALITÉ

LA SOLIDARITÉ FERA TRIOMPHER LA VRAIE LIBERTÉ

### Synthèse des travaux du Forum des parlementaires

Voici la synthèse des travaux réalisés au Forum des parlementaires qui s'est tenu le 17 avril dans le cadre du Sommet des peuples à Québec.

**Premier constat: Le manque de transparence et le déficit démocratique corrompent le processus même de la négociation de la Zone de libre-échange.**

Tout le monde n'a pas le même accès aux décideurs. Le processus en cours en est un d'exclusion. Seul le Forum des gens d'affaires est reconnu par les 34 chefs d'État et de gouvernement et associé étroitement à la négociation. Le reste de la société civile ainsi que la population en particulier les femmes, les jeunes, les autochtones sont exclus des négociations. Les mesures de sécurité prises pour le troisième Sommet des Amériques illustrent cette coupure entre les chefs d'État et la population.

**L'exclusion de Cuba est aussi inadmissible.**

Les parlementaires ne peuvent jouer leur rôle de représentants élus de la population et de défenseurs de l'intérêt public. Les parlements qui devraient au premier chef être les lieux du débat démocratique concernant les enjeux de la ZLEA sont tenus à l'écart. Le pouvoir se concentre au sein des exécutifs, affaiblissant du même coup la démocratie représentative. Or, ceci est en parfaite contradiction avec les déclarations des 34 chefs d'État et de gouvernement qui disent vouloir renforcer la démocratie dans le cadre de l'intégration des Amériques.

Pour corriger cette situation, il faut non seulement que les textes de base et des rapports sur l'état de la négociation de la ZLEA soient rendus régulièrement publics, mais il faut aussi que les positions des différents gouvernements soient connues sur l'ensemble des sujets en discussion. Il faut que les parlements non seulement débattent et votent sur tout accord final concernant la ZLEA, mais aussi qu'ils soient associés à la démarche tout au long de la négociation pour ne pas être pris devant un fait accompli lors d'un éventuel accord.

De même, les sociétés civiles des Amériques doivent être véritablement consultées de façon continue tout au long de la négociation ce qui implique la reconnaissance par les 34 chefs d'État et de gouvernement de l'Alliance sociale continentale comme un interlocuteur majeur, représentant d'une partie importante des sociétés civiles des Amériques.

Le Forum sur les parlementaires croit aussi qu'il faut multiplier les occasions et les lieux de débats, d'abord en faisant de la ZLEA un enjeu électoral dans tous les pays où auront lieu des élections d'ici la conclusion d'un éventuel accord. De même la tenue de référendums doit être envisagée pour permettre à la population elle-même de prendre la décision finale concernant la ZLEA. Finalement, il faut utiliser plus largement et plus efficacement les nouvelles technologies de l'information pour élargir le débat démocratique et tendre vers un parlement virtuel des Amériques. D'ailleurs, le Forum a utilisé l'Internet pour permettre à plus de 400 personnes, parlementaires ou non, de suivre les discussions du Forum à travers toutes les Amériques.

**Deuxième constat: le contenu de l'accord tel qu'il se dessine ne constitue pas un projet valable pour les peuples des Amériques.**

Au premier chef, il ne faut pas qu'un éventuel accord de la ZLEA prenne pour modèle de base l'ALENA. Il est maintenant clair que dans l'ALENA, les intérêts privés sont protégés au détriment de l'intérêt collectif. C'est particulièrement clair avec le chapitre 11 de l'ALENA. Il est donc important de poursuivre le bilan des effets de l'ALENA et de partager ce bilan à l'échelle des Amériques.

Notre vision de l'intégration des Amériques a d'abord pour base une coopération accrue en faveur du développement économique et social de l'ensemble des pays des Amériques. A cet égard, une solution durable au problème de la dette extérieure est incontournable.

D'autre part, il faut absolument que l'accord contienne des obligations concernant le respect des droits fondamentaux de la personne, du travail et de l'environnement.



Déclaration du Deuxième Sommet des peuples des Amériques  
Québec, le 19 avril 2001-04-28

**NON À LA ZLÉA !**

**D'AUTRES AMÉRIQUES SONT POSSIBLES !**

Nous, déléguées et délégués du Deuxième Sommet des peuples des Amériques, déclarons notre opposition au projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) concocté conjointement et secrètement par les 34 chefs d'État et de gouvernement et le Forum des gens d'affaires des Amériques.

Qui sommes-nous ? Nous sommes l'Alliance sociale continentale. Nous venons de tous les coins des Amériques faire entendre la voix des organisations syndicales, populaires et environnementales, des groupes de femmes, des organismes de défense des droits humains, des groupes de solidarité internationale, des associations autochtones, des paysans et paysannes, des étudiants et étudiantes, ainsi que des groupes œcuméniques.

Nous rejetons ce projet de libéralisation des échanges et des investissements, de déréglementation et de privatisation. Nous nous opposons à un projet néolibéral raciste, sexiste, inéquitable et destructeur de l'environnement.

Nous proposons de bâtir de nouvelles voies d'intégration continentale basées sur la démocratie, l'égalité, la solidarité, le respect des droits humains et de l'environnement.

**DES PROMESSES NON TENUES**

Depuis le Sommet de Miami de 1994, les chefs d'état et de gouvernement se sont engagés à renforcer la démocratie et les droits de la personne, à soutenir l'éducation et à réduire la pauvreté dans les Amériques. Depuis sept ans, rien n'a été fait. Le seul dossier qui a progressé à la faveur du déficit démocratique, c'est la négociation de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA).

Ce n'est pas la première fois que présidents et chefs d'État nous promettent un monde meilleur. Ce n'est pas la première fois qu'on demande aux peuples des Amériques d'attendre les hypothétiques fruits du libre-échange. Ce n'est pas la première fois que nous sommes forcés de constater que les chefs d'État n'ont pas tenu leurs promesses.

Le projet de ZLÉA constitue une charte des droits et libertés des investisseurs, consacre la primauté du capital sur le travail, transforme la vie et le monde en marchandise, nie les droits humains, sabote la démocratie et mine la souveraineté des États.

## **DES AMÉRIQUES ASYMÉTRIQUES**

Nous vivons dans des Amériques marquées par des inégalités intolérables et d'injustifiables asymétries politiques et économiques :

- Une population de 800 millions de personnes, dont près de 500 millions vivent en Amérique latine et dans la pauvreté;
- Une dette inacceptable de 792 milliards de dollars US due au Nord, dont 123 milliards en paiement pour le service de la dette pour la seule année 1999;
- Une concentration des capitaux, des technologies et des brevets au Nord;
- 80% du poids économique détenu par les États-Unis et le Canada à eux seuls;
- un marché du travail où une forte proportion des emplois sont dans le secteur informel, un secteur sans voix où les droits du travail sont constamment bafoués.

Les accords de libre-échange aggravent les inégalités entre riches et pauvres, entre hommes et femmes, entre pays du Nord et pays du Sud ; ils détruisent les liens écologiques entre l'espèce humaine et l'environnement. Seulement 20% de la population mondiale consomme 80% des ressources naturelles de la planète. Ces accords orientent l'économie vers l'exportation au détriment des besoins des communautés locales. On assiste à la consolidation du pouvoir économique et juridique des entreprises au détriment du pouvoir souverain des peuples.

Les accords de libre-échange favorisent la marchandisation du patrimoine de l'humanité et de la planète. La logique néolibérale renvoie le citoyen au rang de simple consommateur. Elle recherche le rendement à court terme sans tenir compte des coûts sociaux et environnementaux.

Sous la pression des grandes industries agroalimentaires et des politiques de dumping, les accords de libre-échange menacent l'agriculture locale (surtout assumée par les femmes), mettant en péril la sécurité alimentaire.

Les accords de libre-échange favorisent la privatisation systématique des services publics tels que la santé, l'éducation et les programmes sociaux, par le biais des programmes d'ajustements structurels au Sud et des compressions budgétaires au Nord.

Les accords de libre-échange entretiennent la marginalisation des peuples autochtones et l'appropriation marchande de leurs connaissances.

Les accords de libre-échange entraînent une féminisation croissante de la pauvreté et une exacerbation des inégalités déjà existantes entre les femmes et les hommes. Ils augmentent notamment les inégalités salariales, le travail dans des conditions pénibles et souvent dégradantes, sans droit à la syndicalisation. Ils accroissent aussi le travail non rémunéré et non reconnu que constitue la prise en charge de la famille et de la communauté, la violence familiale ainsi que la traite sexuelle des femmes.

Il n'y a pas d'accord équitable possible dans un tel contexte.

## **CE QU NOUS VOULONS**

Nous voulons que soit assurée la primauté des droits humains et des droits collectifs, tels qu'ils sont définis dans les instruments internationaux, sur les accords commerciaux. Ces droits doivent être respectés sans distinction ni exclusion fondée sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'âge, l'ethnie, la nationalité, la religion, les convictions politiques ou les conditions économiques.

Nous exigeons le respect absolu des droits humains, qui sont universels, égaux et indivisibles.

Nous voulons bâtir des ponts entre les peuples des Amériques, nous nourrir du pluralisme de nos histoires et de nos cultures, nous renforcer mutuellement dans l'exercice d'une démocratie représentative et participative.

Nous voulons une véritable égalité entre les femmes et les hommes, des soins assurés à tous les enfants, le respect de l'environnement et le partage équitable des richesses.

Nous voulons le respect intégral des droits fondamentaux du travail, dont le droit d'association, le droit à la négociation de conventions collectives et le droit de grève. Ces droits doivent s'appliquer également aux travailleurs migrants.

Nous accueillons la déclaration du Sommet des peuples autochtones tenu à Ottawa du 29 au 31 mars 2001 et nous réclamons la reconnaissance de leurs droits fondamentaux.

Nous voulons des États promoteurs du bien commun, capables d'intervenir activement pour assurer le respect de tous les droits humains, y compris, pour les femmes, le droit à une maternité librement consentie; pour renforcer la démocratie, incluant le droit à la communication ; pour assurer la production et la distribution de la richesse.

Nous voulons que les États garantissent l'accès universel et gratuit à une éducation publique de qualité, à des services sociaux et à des services de santé, incluant les services destinés aux femmes (maternité, contraception, avortement) ; qu'ils éliminent la violence envers les femmes et les enfants ; qu'ils assurent le respect de l'environnement pour les populations actuelles et les générations futures.

Nous voulons des investissements socialement productifs et écologiquement responsables. Les règles applicables à l'échelle continentale doivent encourager les investissements créateurs d'emplois de qualité plutôt que les investissements spéculatifs. Elles doivent également favoriser une production durable et la stabilité économique.

Nous voulons un commerce équitable.

Nous exigeons la levée de l'embargo américain contre Cuba.

Nous réclamons l'arrêt immédiat du plan Colombie, qui militarise l'ensemble de la région et aggrave la situation déjà déplorable des droits humains.

Nous exigeons des mécanismes démocratiques d'adoption de tout éventuel accord, incluant sa ratification par référendum.

Nous accueillons avec enthousiasme les conclusions des différents forums du Sommet des peuples. Ces travaux enrichiront notre projet alternatif pour les Amériques.

Nous appelons les populations des Amériques à intensifier leur mobilisation pour combattre le projet de ZLÉA et développer d'autres modes d'intégration fondés sur la démocratie, la justice sociales et la protection de l'environnement.

**D'AUTRES AMÉRIQUES SONT POSSIBLES !**

# LA DÉCLARATION DE QUÉBEC

Dimanche le 22 avril 2001

## **Voici le texte intégral de la Déclaration de Québec cosignée par les 34 chefs d'États et de gouvernement au IIIe Sommet des Amériques (les intertitres sont du Devoir).**

"Nous, les chefs d'État et de gouvernement démocratiquement élus des Amériques, réunis à Québec, à notre troisième Sommet, renouvelons notre engagement à l'égard de l'intégration hémisphérique et de la responsabilité nationale et collective quant à l'amélioration du bien-être économique et de la sécurité de nos peuples. Nous avons adopté un Plan d'action visant à renforcer la démocratie représentative, promouvoir la saine gestion des affaires publiques et protéger les droits de la personne et les libertés fondamentales.

"Nous cherchons à créer une plus grande prospérité et à élargir les débouchés économiques tout en favorisant la justice sociale et le développement du potentiel humain.

"Nous réaffirmons notre engagement ferme à l'égard des principes et des objectifs des Chartes des Nations Unies et de l'Organisation des États américains (OÉA) et notre adhésion à celles-ci.

"La diversité et la richesse de nos traditions offrent des possibilités sans pareille pour la croissance et pour le partage des expériences et du savoir de même que pour la création d'une famille à l'échelle de l'hémisphère, au nom d'un ordre international plus juste et démocratique. Pour y parvenir, nous devons relever les défis inhérents aux différences de taille et de niveau de développement social, économique et institutionnel dans nos pays et dans notre région.

"Nous avons progressé dans la mise en oeuvre des engagements collectifs que nous avons pris à Miami en 1994 et approfondis à Santiago en 1998. Nous reconnaissons la nécessité de continuer de remédier aux faiblesses de nos processus de développement et d'accroître la sécurité humaine. Nous sommes conscients qu'il reste beaucoup à faire si nous voulons que le processus du Sommet des Amériques ait sa place dans le cadre de la vie quotidienne de nos peuples et contribue à leur bien-être.

### **Démocratie**

"Nous reconnaissons que les valeurs et les pratiques de la démocratie sont fondamentales pour l'atteinte de tous nos objectifs. Le maintien et le renforcement de l'état de droit et du respect scrupuleux du système démocratique sont à la fois un objectif et un engagement commun, ainsi qu'une condition essentielle de notre présence à ce Sommet et aux Sommets futurs. Par conséquent, toute altération ou interruption inconstitutionnelle de l'ordre démocratique dans un État de l'hémisphère constitue un obstacle insurmontable à la participation du gouvernement de cet État au processus du Sommet des Amériques.

Tenant dûment compte des mécanismes hémisphériques, régionaux et sous-régionaux actuels, nous nous entendons pour tenir des consultations dans l'éventualité d'une interruption du système démocratique d'un pays participant au processus du Sommet.

" Aujourd'hui, les menaces à la démocratie prennent diverses formes. Pour nous aider à les contrer, nous demandons à nos ministres des Affaires étrangères de préparer, dans le cadre de la prochaine Assemblée générale de l'OÉA, une Charte démocratique interaméricaine, laquelle renforcera les instruments de l'OÉA pour la défense active d'une démocratie représentative.

"Notre engagement à l'égard du plein respect des droits de la personne et des libertés fondamentales est fondé sur des convictions et des principes partagés. Nous soutenons le renforcement et le perfectionnement de l'efficacité du système interaméricain des droits de la personne, qui inclut la Commission interaméricaine des droits de l'homme et la Cour interaméricaine des droits de l'homme. Nous chargeons la XXXI<sup>e</sup> Assemblée générale de l'OÉA d'envisager une augmentation adéquate des ressources pour les activités de la Commission et de la Cour en vue d'améliorer les mécanismes des droits de la personne et de promouvoir la mise en application des recommandations de la Commission et le respect des jugements de la Cour.

### **Paix et sécurité**

"Nous réaffirmons notre engagement à l'égard du maintien de la paix et de la sécurité grâce au recours efficace à des modes hémisphériques de règlement pacifique des différends et à l'adoption de mesures de renforcement de la confiance et de la sécurité. Nous appuyons et saluons les efforts déployés par l'OÉA à ce propos. Nous réaffirmons notre pleine adhésion au principe qui oblige les États à s'abstenir de recourir à la menace ou à la force, en conformité avec le droit international. Fidèles aux principes du droit humanitaire international, nous condamnons énergiquement les attaques menées contre les populations civiles. Nous prendrons toutes les mesures à notre disposition pour que les enfants de nos pays ne participent pas à des conflits armés et nous condamnons l'utilisation d'enfants par des forces irrégulières. Nous réitérons que la subordination constitutionnelle des forces armées et des forces de sécurité aux autorités civiles légalement constituées de nos pays ainsi que le respect de l'état de droit de la part de toutes les institutions nationales et tous les secteurs de la société sont fondamentaux pour la démocratie. Nous nous efforcerons de limiter les dépenses militaires, tout en maintenant les effectifs correspondants à nos besoins légitimes en matière de sécurité, et nous encouragerons une meilleure transparence dans les acquisitions d'armes.

"Nous réitérons notre engagement à faire face aux nouvelles menaces multidimensionnelles à la sécurité de nos sociétés. Soulignons parmi celles-ci, le problème mondial de la drogue et les crimes s'y rattachant, le trafic illicite et l'usage criminel des armes à feu, le danger croissant que représente le crime organisé et le problème général de la violence dans nos sociétés. Reconnaisant que la corruption mine les valeurs démocratiques fondamentales, ébranle la stabilité politique et nuit à la croissance économique, et de ce fait, menace les intérêts vitaux dans notre hémisphère, nous nous engageons à raviver notre lutte contre la corruption. Nous reconnaissons également la nécessité d'améliorer les conditions favorables à la sécurité humaine à l'échelle de l'hémisphère.

"Nous renouvelons notre engagement à l'égard de la mise en oeuvre totale de la Stratégie antidrogue de l'hémisphère, fondée sur les principes de la responsabilité partagée, d'une approche globale et équilibrée, et d'une coopération multilatérale. Nous saluons le développement du Mécanisme multilatéral d'évaluation et réaffirmons notre engagement à faire de ce mécanisme unique au monde un des piliers centraux d'une coopération hémisphérique efficace dans le contexte de la lutte contre l'ensemble des facteurs qui constituent le problème mondial de la drogue. Nous exprimons notre soutien aux programmes de développement alternatif efficaces visant à éradiquer la culture illicite et nous nous efforcerons de faciliter l'accès au marché pour les produits qui résultent de ces programmes.

### **Sida**

"Nous reconnaissons que le VIH/sida constitue une autre menace importante à la sécurité de nos peuples. Nous sommes unis dans notre détermination à adopter des stratégies multisectorielles et à développer notre coopération afin de lutter contre cette maladie et ses conséquences.

"Nous réaffirmons l'importance d'un ordre judiciaire indépendant et notre détermination à garantir l'égalité d'accès à la justice et une administration opportune et impartiale de celle-ci. Nous nous engageons à accroître la transparence à tous les paliers gouvernementaux.

"Des économies libres et ouvertes, l'accès aux marchés, des mouvements d'investissements soutenus, la formation de capital, la stabilité financière, des politiques publiques appropriées, l'accès à la technologie ainsi que le développement et la formation des ressources humaines sont essentiels pour réduire la pauvreté et les inégalités, élever les niveaux de vie et promouvoir le développement durable. Nous collaborerons avec tous les secteurs de la société civile et avec les organisations internationales pour faire en sorte que les activités économiques contribuent au développement durable de nos sociétés.

### **Zléa**

"Nous saluons les progrès importants réalisés à ce jour quant à la création de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), y compris l'élaboration d'un avant-projet d'Accord de la ZLÉA. Tel que convenu lors du Sommet de Miami, le libre-échange, exempt de subventions et de pratiques déloyales, accompagné d'un flux croissant d'investissements productifs et d'une plus grande intégration économique, encouragera la prospérité à l'échelle régionale, permettant ainsi d'élever le niveau de vie, d'améliorer les conditions de travail des peuples des Amériques et de mieux protéger l'environnement. La décision de rendre public l'avant-projet de l'Accord de la ZLÉA démontre clairement notre engagement collectif à l'égard de la transparence et d'une communication accrue et soutenue avec la société civile.

"Nous demandons à nos ministres de s'assurer que les négociations relatives à l'Accord de la ZLÉA soient conclues au plus tard en janvier 2005, et de voir à son entrée en vigueur le plus tôt possible ou au plus tard en décembre 2005. Ceci constituera un des éléments clés favorisant la croissance économique et la prospérité à l'échelle de l'hémisphère, contribuant ainsi à l'atteinte des objectifs généraux du Sommet. L'Accord doit être

équilibré, global et conforme aux principes et disciplines de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et constituera un engagement unique. Nous accordons beaucoup d'importance à l'élaboration d'un accord qui tienne compte des différences de taille et de niveau de développement des économies participantes.

### **Environnement**

"Nous reconnaissons le défi que représente la gestion de l'environnement dans l'hémisphère. À cet effet, nous demandons à nos gouvernements de s'engager à renforcer la protection de l'environnement et l'utilisation durable des ressources naturelles en vue d'établir un équilibre entre le développement économique, le développement social et la protection de l'environnement, ceux-ci étant des éléments interdépendants qui se renforcent mutuellement. Notre objectif est d'atteindre un développement durable dans l'ensemble de l'hémisphère.

"Nous favoriserons le respect des normes fondamentales du travail reconnues au niveau international, telles qu'elles ont été incluses dans la Déclaration relative aux principes et droits fondamentaux au travail et son suivi adoptée en 1998 par l'Organisation internationale du travail (OIT). Nous prendrons en considération la ratification ou l'adhésion des ententes de base de l'OIT, comme il convient. Afin de concrétiser notre engagement à créer de meilleures possibilités d'emploi, à enrichir les compétences des travailleurs et à améliorer les conditions de travail dans l'ensemble de l'hémisphère, nous reconnaissons la nécessité d'aborder dans les forums hémisphériques et internationaux pertinents les questions de la mondialisation liées à l'emploi et au travail.

"Nous demandons à la Conférence interaméricaine des ministres du Travail de poursuivre son étude des questions liées à la mondialisation ayant un impact sur l'emploi et le travail.

### **Énergie**

Reconnaissant l'importance de l'énergie comme l'une des principales assises du développement économique et de la prospérité de la région ainsi que d'une meilleure qualité de vie, nous nous engageons à poursuivre les initiatives en matière d'énergie renouvelable, à étendre l'intégration de l'énergie et à parfaire les cadres de réglementation et leur application, tout en préconisant les principes du développement durable.

"La démocratie et le développement économique et social sont interdépendants et s'épaulent mutuellement, étant tous deux des conditions fondamentales à la lutte contre la pauvreté et l'inégalité. Nous ne ménagerons pas nos efforts pour libérer nos concitoyens des conditions déshumanisantes de la pauvreté absolue. Nous nous engageons à déployer davantage d'efforts pour atteindre les objectifs en matière de développement international, notamment une réduction de 50 % de la proportion de personnes vivant dans la pauvreté absolue, et ce, d'ici l'année 2015.

"Nous nous engageons à promouvoir divers programmes visant l'amélioration de l'agriculture et de la vie rurale, ainsi que des agro-industries, ces programmes constituant une contribution essentielle à la réduction de la pauvreté et au développement intégral.

"Nous nous engageons à renforcer la coopération dans l'hémisphère ainsi que les capacités nationales pour mettre au point une approche plus intégrée de la gestion des



catastrophes naturelles. Nous continuerons à mettre en oeuvre des politiques renforçant notre capacité de prévenir et d'atténuer l'impact des catastrophes naturelles ainsi que d'intervenir dans de telles situations. Nous convenons d'étudier des mesures permettant de faciliter un accès opportun aux ressources financières nécessaires pour répondre aux besoins en cas d'urgence.

### **Culture**

"Nous reconnaissons les contributions culturelles et économiques des migrants aux sociétés qui les accueillent ainsi qu'à leurs communautés d'origine. Nous nous engageons à assurer le respect de la dignité des migrants, un traitement humain et des protections juridiques appropriées, la défense des droits de la personne ainsi que des conditions de travail saines et sécuritaires. Nous renforcerons les mécanismes de coopération hémisphérique pour répondre aux besoins légitimes des migrants et adopter des mesures efficaces contre le trafic de personnes.

"L'avancement vers des sociétés plus démocratiques, des économies en expansion et l'équité sociale repose sur une population instruite et une main-d'oeuvre qualifiée. Nous avons convenu d'une série de politiques visant à améliorer l'accès à une éducation de qualité par le biais de la formation des enseignants, l'enseignement des valeurs civiques et l'utilisation des technologies de l'information à la fois dans nos salles de classe et pour mesurer les progrès réalisés vers l'atteinte de ces objectifs. De meilleures politiques en matière d'éducation et un investissement accru dans nos systèmes d'éducation aideront à réduire la disparité des revenus et à combler le fossé numérique dans notre hémisphère.

"Les efforts que nous déployons collectivement à l'échelle de l'hémisphère seront plus efficaces grâce à l'utilisation novatrice des technologies de l'information et des communications pour brancher nos gouvernements et nos peuples et pour partager les connaissances et les idées. Notre Déclaration sur la connectivité souligne cette conviction.

"Nous soulignons que la bonne santé et l'égalité d'accès aux soins médicaux, à des services de santé et à des médicaments à un coût abordable sont essentiels au développement humain et à l'atteinte de nos objectifs politiques, économiques et sociaux.

### **Droits et liberté**

"Nous réitérons notre engagement à l'égard de la protection des droits de la personne et des libertés fondamentales de tous, y compris ceux qui sont vulnérables, marginalisés, handicapés ou qui ont besoin d'une protection particulière. Nous sommes déterminés à mettre fin à toute forme de discrimination, dont le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et autres formes connexes d'intolérance dans nos sociétés, ainsi qu'à promouvoir l'égalité des sexes et à atteindre la pleine participation de tous à la vie politique, économique, sociale et culturelle de nos pays.

"Nous nous efforcerons de nous assurer que les résultats issus du Conclave des peuples autochtones des Amériques, tenu au Guatemala, et du Sommet des peuples autochtones des Amériques, tenu à Ottawa, seront prises en considération dans la mise en oeuvre de la Déclaration et du Plan d'action du Sommet des Amériques. Nous appuyons les efforts déployés pour permettre la conclusion hâtive et fructueuse des négociations concernant le

Projet de Déclaration américaine sur les droits des peuples autochtones, laquelle favorisera et protégera leurs droits humains et leurs libertés fondamentales.

"Nous considérons que la diversité culturelle qui caractérise notre région est source de grande richesse pour nos sociétés. Le respect et la valorisation de cette diversité doivent constituer un facteur de cohésion qui fortifie le tissu social et le développement de nos nations.

"C'est à nos gouvernements qu'incombe la principale responsabilité de la coordination et de la mise en oeuvre du Plan d'action ci-joint. Les rencontres ministérielles donnent d'importants résultats en appui aux mandats des Sommets. Nous continuerons à développer cette coopération.

"Nous apprécions le soutien actif de l'Organisation des États américains et de ses organes spécialisés, notamment l'Organisation panaméricaine de la santé, l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture et l'Institut interaméricain de l'enfant, ainsi que la Banque interaméricaine de développement, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et la Banque mondiale. Nous invitons ces institutions et d'autres organisations régionales et internationales à développer une plus grande coordination pour le soutien à la mise en oeuvre et au suivi du Plan d'action de ce Sommet.

"L'OÉA joue un rôle central dans la mise en oeuvre des décisions des Sommets des Amériques. Nous chargeons nos ministres des Affaires étrangères de faire avancer et approfondir, lors de la prochaine Assemblée générale, le processus de réformes au sein de l'OÉA, soutenu par des ressources appropriées, afin d'améliorer le fonctionnement de l'Organisation et de lui permettre de mieux mettre en oeuvre les mandats du Sommet.

"Nous accueillons avec satisfaction et apprécions les contributions de la société civile à notre Plan d'action, incluant des associations des chefs d'entreprises et des syndicats. Nous affirmons que l'ouverture et la transparence sont vitales à la sensibilisation du public et à la légitimité de nos travaux. Nous faisons appel à tous les citoyens des Amériques afin qu'ils contribuent au processus des Sommets.

"Nous, les chefs d'État et de gouvernement des Amériques, avons accepté l'offre du gouvernement de la République argentine de recevoir le Quatrième Sommet des Amériques.

"La raison d'être des Sommets des Amériques est de servir les peuples. Nous devons mettre au point des solutions efficaces, pratiques et solidaires, pour répondre aux problèmes auxquels sont confrontées nos sociétés. Nous ne craignons pas la mondialisation et ne sommes pas aveuglés par son éclat. Nous sommes unis dans notre détermination à léguer aux générations futures un hémisphère démocratique et prospère, plus juste et généreux, un hémisphère où personne n'est laissé pour compte. Nous nous engageons à faire de ce siècle le siècle des Amériques."

Le Venezuela réserve sa position.

##### Index #####

**Gouvernements, Société Civile et Citoyens!**

Michel Handfield

D'un coté, les gouvernements négocient actuellement différents accords de commerce internationaux et de libre échange, dont la Zone de Libre Échange des Amériques!

De l'autre côté, des groupes organisés manifestent contre ces accords - en tout ou en partie. Ce sont aussi bien des syndicats que des groupes environnementaux, des groupes de femmes, des groupes religieux, des groupes politiques, etc. Des commentateurs de la scène journalistique ont mis en cause leur représentativité. Ce ne sont pas les représentants de la société civile, puisqu'ils ne sont pas élus, clament-ils en cœur! C'est vrai, mais...

Quand on regarde le nombre de pays où les élections sont libres et démocratique, tous les Gouvernements ne peuvent se prévaloir du titre glorieux de représentant du peuple. Et même dans les pays où la démocratie existe, quand les taux de participation atteignent difficilement les 50%, le Gouvernement est-il réellement représentatif?

Pour les uns oui, car ils ont été élus démocratiquement. Ceux qui n'ont pas voté l'ont fait par choix diront-ils et ils cautionnent ainsi les électeurs - si peu nombreux soient-ils! Amen, le dogme démocratique est sauf.

Mais, si ceux qui ne votent pas le font par manque de choix. Quand une campagne électorale coûte des centaines de millions de dollars, tous n'ont pas la possibilité de se présenter ou de former un parti politique, même si leurs idées rejoignent une large part de la population. Certaines tendances ne sont donc pas représentées au niveau politique. Alors quand cette tendance se définit comme émergente de la Société Civile, à défaut des moyens financiers pour se présenter comme tendance politique, pourquoi n'aurait-elle pas la même crédibilité qu'un président États-Uniens élu dans la controverse d'un bulletin électoral litigieux et dont la campagne est en partie soutenu par les dons corporatifs?

Peut être bien que ceux qui se disent les représentants de la Société Civile n'en sont pas; mais n'en sont pas davantage certains gouvernements et organismes mondiaux qui nous imposent leurs vues. En fait si on veut représenter les citoyens, invitons à ces négociations mondiales autant les Gouvernements, les

Organismes Non Gouvernementaux , les Syndicats, les groupes écologiques, etc. et mettons tout ce monde en interaction avec les citoyens par le biais des moyens de communication de masse à notre disposition!

On dira que cela ralentirait les négociations. Mais est-ce vraiment une priorité de favoriser les échanges commerciaux? Au moment où on favorise la production de voitures au Mexique, en vue de leur vente au Canada et aux États-Unis, combien de personnes au Mexique manquent de biens essentiels? Combien de personnes meurent de faim en Afrique pendant que l'on tue des animaux infectés par des maladies, dues en partie à la production industrielle des viandes, en Europe? Combien de personnes, au Canada et aux États-Unis, perdent leur emploi non pas parce que l'entreprise pour laquelle ils travaillent n'est pas rentable, mais parce qu'elle n'a pas vu ses profits croître autant qu'elle le croyait (Nortel Telecom)?

Le tout au marché économique n'est pas davantage une forme de gouvernement représentatif que le refus de tous progrès. C'est peut être pour cela que le citoyen ne se déplace plus pour aller voter, mais se déplace pour aller manifester dans la rue... ou pour voter pour une fille qui vient du communautaire dans Mercier. (1)

**Note:**

1. A ce moment-ci le Parti Libéral du Québec est fier de sa victoire sur le PQ avec l'élection de Nathalie Rochefort, qui vient du communautaire et de l'action auprès des jeunes de la rue, dans le Comté montréalais de Mercier. Cependant, sauront-ils relever le défi du libéralisme social et changer de discours, c'est-à-dire proposer une meilleure redistribution de la richesse, de meilleurs services à la population et des réinvestissements collectifs avant les baisses d'impôts aux plus hauts revenus et les subventions aux entreprises? Je le souhaite.

**##### Index #####**

**« The Wall »**  
Gaétan Chênevert

Ville de Québec

« Le mur » « The Wall »

Il est conseillé de lire cet article en écoutant « The Wall » de Pink Floyd au cotoon.

**Vendredi, le 20 avril 2001**

Vendredi matin 10h00, le bus me débarque au coin des rues Turnbull et St-Jean. Il ne peut aller plus loin en raison du périmètre de sécurité. Je demande au chauffeur si pour revenir ce soir je prends le bus au même endroit ? Il me dit que oui. Je suis à environ dix minutes de marche du « mur de la honte » et une belle journée ensoleillée s'annonce.

Me voilà face au mur composé à la base de blocs de ciment — que l'on retrouve un peu partout lorsqu'on bloque des rues pour dévier la circulation, effectuer certains travaux de voiries ou pour séparer des stationnements — montés d'une clôture de broche. On peut apercevoir à cet endroit, des brassières et des petites culottes accrochées à la clôture. On peut y lire « nous ne sommes pas une marchandise ». Je veux voir tout le mur, y toucher, voilà que je me mets à marcher pour y faire le tour. J'emprunte la partie nord du mur, du côté de la base ville.

On rencontre du monde un peu partout, les gens sont curieux, on vient voir le mur de la honte. On peut apercevoir plusieurs policiers de la SQ, de la GRC et municipaux. Ils sont tous situés de l'autre côté du mur. Déjà les journalistes sont à l'œuvre, on les voit à l'intérieur près du mur en train de faire des reportages, on aime bien la foule comme fond d'image, on a hâte qu'il se passe quelque chose. Déjà on sent une tension, d'un côté il y a nous et de l'autre il y a eux. Le monde est séparé. La police est omniprésente à l'intérieur du périmètre, ils ne portent pas encore leur cuirasse et leur masque, on peut leur voir le visage. Sur la rue St-Jean, certains commerces se sont barricadés, d'autres s'apprêtent à placarder leurs fenêtres, on voit les menuisiers à l'œuvre d'autres n'ont rien fait.

Je continue mon périple, me voilà près du Château Frontenac, il est aux alentours de 11h30, j'accoste un policier de la SQ qui se fait chauffer au soleil. Je lui demande s'il est bien au soleil; oui me répond-il. Connais-tu la ZLÉA, ce qui se trame derrière la barricade ? Plus de réponse. Je lui demande s'il peut s'exprimer la-dessus; toujours pas de réponse. Je lui dis qu'il a le droit de s'exprimer, de penser, de réfléchir, de se faire une opinion, de parler, c'est pas parce que tu es dans la police que tu ne peux pas le faire ! Embarrasser et froisser, il me répond « je pense à l'intérieur de moi et dans le salon chez moi ». J'ai sûrement trop insisté, je voulais tout simplement lui faire comprendre qu'il était du mauvais côté de la clôture, à défendre des brigands contre son peuple. Ah, quand on a l'âme du pèlerin! Derrière, deux cadreurs de la CBC télévision filment la scène. Je ne savais pas je m'en suis aperçu après, tant mieux, l'un d'eux me félicite avec son pouce ponté vers le haut. Je repars.

En marchant, on rencontre des gens d'un peu partout, Québec, Vancouver, Alberta, Toronto à qui je parle. Tous savent pourquoi ils sont ici. Pour dénoncer le secret et manifester leurs oppositions entourant les négociations. On voit de plus en plus de gens, je suis à l'Est du périmètre de sécurité à l'entrée de la porte St-Jean. À cet endroit se trouve une porte d'entrée dans le périmètre pour les

gens qui y habitent ou y travaillent. Cette porte est protégée par des policiers. Pour le moment, j'ai seulement longé le mur de la barrière de la rue St-Jean côté ouest vers le Château Frontenac, on ne peut aller plus loin, le château est clôturé. J'ai faim, je vais manger, j'ai trouvé un bon restaurant italien sur la rue St-Jean. À travers la fenêtre du restaurant, la foule s'active, on s'amuse et on danse.

Me voilà de retour à la porte St-Jean, ça circule, on est plus nombreux que cet avant-midi. Je veux aller vers la porte St-Louis, impossible, c'est barré. Je redescends vers la porte St-Jean, j'aperçois un banc à quelques pas de la porte d'entrée dans le périmètre, je m'assieds et j'attends. Je profite du soleil, je jase et je ronge mon frein. On commence à s'entasser près de la clôture, on discute avec les policiers, je me lève, je m'approche, je suis mêlé à la foule en avant de la porte.

Il doit être environ 14h30, on apprend qu'un groupe d'environ 5000 à 6000 sont partis de l'Université Laval et marchent vers le mur. Il y aurait également un autre groupe de 8000 personnes qui auraient emprunté un chemin différent et se dirige également vers le mur.

Au même moment, on voit apparaître des mini vans aux fenêtres teintées remplies de policiers casqués, masqués, ils portent leur masque à gaz. Que se passe-t-il? Ils passent et montent vers la porte St-Louis. Peu de temps après, les yeux nous chauffent, on s'éloigne de la porte, il y a du gaz dans l'air. Je subis mon baptême de gaz. Est-ce que les policiers nous ont gazés se demande-t-on ? On n'a rien fait, c'est pacifique. Les revoilà de nouveau, ils arrivent par derrière sur la rue St-Jean, des camions et mêmes deux bus (style Orléans Express), ils sont arrêtés, ils attendent, mais quoi? Ils font demi-tour, ils repartent, ça sent de nouveau les gaz, on revient près de la porte, tout est calme. Nous provoque-t-on ? C'est épouvantable, prépare-t-ils un assaut ? C'est impossible, on fait rien. Peu de temps après, on apprend qu'on vient de jeter le mur par terre de l'autre côté du périmètre, je suis au mauvais endroit, l'action se passe du côté ouest du périmètre. Le vent amenait les gaz de notre côté. On avait commencé à gazer.

Je quitte pour l'autre côté, je longe de nouveau le mur mais en sens inverse cette fois ici. Je passe par une petite ruelle bondée de monde, une escouade anti-émeute est à l'œuvre en bas de la côte, des gens sont assis en avant des policiers, on leur bloque le chemin. On sent la tension montée d'un autre cran, quelque chose se prépare, ça ne peut pas rester comme ça. L'investissement de 105 millions doit être justifié. Je suis là depuis plus d'une demie-heure, les policiers avancent, reculent, marchent de côté, c'est impressionnant, on nous prépare à quelque chose, je trouve cela provoquant. Je crains que ça éclate, vu l'espace restreint ça risque d'être dangereux avec tout ce monde, je change de place et m'en vais sur Dufresne/Montrency.

Encore un attroupement, on est plusieurs centaines de personnes, ça joue du tam tam, ça danse, ça chante. Rien de violent, on s'amuse. Encore une fois, on dirait qu'on attend que quelque chose se passe. Je suis sur une rue importante, celle qui mène au palais des congrès et au parlement. Je suis dans une côte. En bas, on voit les viaducs des autoroutes. Est-ce Dufresne ou Montrency ? Voilà les policiers arrivent par la ruelle où j'étais tantôt. Ils marchent en rangs serrés, même une mouche ne pourrait passer, ils se dirigent sur Dufresne/Montrency. Ils arrivent, ils longent la clôture et se mettent au garde à vous. N'oublions pas qu'ils sont de ce côté ici du mur, avec nous. Le temps m'apparaît interminable, on sent très bien que la tension vient de grimper d'une autre coche, les gens continuent à chanter, à jouer du tam tam, plusieurs s'assoient en cercle pour former une chaîne humaine, rien de plus pacifique. Et puis voilà, on gaz, Que sait-il passé ? Je ne sais pas, je ne peux être partout à la fois et tout voir, ce que je sais par exemple c'est qu'on gaze, on étouffe, les yeux nous chauffent, on s'éloigne et l'on revient. Voilà, le bal vient de commencer. Toute la soirée et une bonne partie de la nuit on gazera à qui mieux mieux tout ce qui bouge. C'est dangereux, quant les gens se sauvent en courant, après avoir été gazé, au nombre qu'on est, il faut faire attention de ne pas se faire piétiner, alors on cri aux gens de ne pas courir mais plutôt marcher pour éviter justement de se faire blesser.

Qu'importe où je vais, il y a des attroupements et ça sent le gaz partout. Deux hélicoptères survolent le périmètre et les alentours pour détecter les rassemblements de foule. Elles sont énervantes. Je monte à la rue St-Jean, même chose. Je veux m'assurer si j'ai bien retenu la place où je dois prendre mon bus au coin de Turnbull et la rue St-Jean. M'y voilà, c'est plein de monde et l'on gaze ici aussi, même loin du mur, on y goûte. Il est sûr que je ne prendrai pas mon bus ici ce soir. Je verrai à cela plus tard. Je retourne au mur rue St-Jean en espérant avoir une bouffée d'air plus frais de temps en temps. On peut s'y approcher encore, il se fait tard, peut-être 22h30, je longe le mur encore une fois, les policiers sont partout le long du mur, blindés au bout. Entre le mur et un bloc de maisons, j'entends trois fois le fracas de bouteilles qu'on a lancées aux policiers. Je suis fatigué, gazé, et le jeu du chat et de la souris se continuera jusqu'au petites heures du matin. Que se passe-t-il ailleurs, aux autres portes ? Y a du monde partout. Je retourne à la rue Turnbull, c'est calme, mais le bus ne viendra pas, je marche plus loin, une femme attend depuis un bon moment, elle a appelé son mari, je fais de même, j'appelle Luc qui vient me chercher. Pendant tout ce temps, il y avait encore du monde qui descendait la rue St-Jean vers le mur.

**Samedi, le 21 avril 2001**

Aux nouvelles télévisées de ce matin, on annonce que la police sera beaucoup plus rigoureuse dans ses actions pour éviter les débordements de vendredi soir. Ça promet. On nous prépare, ça veut tout simplement dire qu'on s'attend à de la casse. Aujourd'hui, on prévoit 25000 personnes nous dit-on. Faut dire qu'hier on était déjà environ 20000 et qu'un nombre tout aussi important viendra s'ajouter pour participer à la marche pacifique qui aura lieu aujourd'hui dans la base ville. Y va avoir du monde. Encore une journée ensoleillée et chaude tant au niveau de la température que de la manifestation.

Le bus ne se rend plus au coin de Turnbull et St-Jean comme c'était le cas la veille. Ah ! Le périmètre de sécurité serait-il agrandi ? Le chauffeur me dit où débarquer et je transfère de bus. Il m'amène directement au vieux port de Québec où à lieu le départ de la marche pacifique.

Des milliers de participants sont entassés au vieux port. C'est plein à craquer. On voit du monde partout. Je n'ai jamais vu une foule aussi imposante pour une manifestation. Ce ne sont pas les pancartes et les affiches qui manquent, tous les groupes sont identifiés. Le départ doit se faire à midi. Il est 14h00 et l'on n'a pas encore décollé. Sur le boulevard Charest près de la gare centrale, on voit bien les manifestants qui avancent, on ne s'est pas trop si c'est le devant du peloton, ça bouge presque pas. Qu'attend-t-on pour décoller ? Y a tellement de monde qu'il paraît que ça fait un bon moment que les premiers sont partis. Après quelques heures d'attente on quitte enfin le vieux port. Tout le long du parcours on cause, on se fait de nouveaux amis, on dépasse, comme si on voulait arriver les premiers. On marche calmement, rien de particulier. Avant de tourner sur la rue de la Couronne, un manifestant juché au milieu d'un poteau fait signe aux marcheurs de tourner à gauche pour monter à la haute ville près du mur. Même ici, si loin du mur, on sent les gaz. C'est donc dire qu'en haute ville la police s'en donne à cœur joie, elle s'amuse avec ces nouveaux jouets, faut bien dépenser les 105 millions de dollars. On voit au loin, la grande escalier et la rue menant à la haute ville remplit de manifestants se dirigeant vers la rue St-jean et plus haut. Nous, on continue notre marche pacifique jusqu'au fin fond d'un grand stationnement où nous attend quelques groupes musicaux pour nous divertir. Il y a quelques cantines mais peu pour le nombre de personne qu'on est. Je suis avec Michèle, elle a perdu son ami, on prend une liqueur et l'on retourne sur nos pas. Elle doit retourner à son auto quant à moi, je veux retourner où l'action se passe, monter la grande escalier et me rendre sur la rue St-Jean, près du mur de la honte.

Ouf qui y a du monde, encore plus qu'hier, c'est l'enfer, on se croirait en état de guerre. Je n'ose pas m'approcher près du mur, y a trop de monde et je ne tiens pas à me faire piétiner, de plus, je ne tiendrai pas le coup, j'ai pas de masque à gaz. Les deux hélicoptères ne cessent de survoler la haute et la base ville, ça sent le gaz à plein nez. Où je suis, à quelques rues du mur, des policiers sont dans des rues transversales au nord de la rue St-Jean et l'on gaze les manifestants. Il n'est pas nécessaire de voir de la fumée pour dire qu'on nous



gaze, on marche et bang, ça nous prend aux yeux et à la gorges, un gaz vient d'être lancé s'en qu'on l'est vu venir ou entendu. Pourtant, je ne vois rien de violent, tout le monde est pacifique. Qu'importe où l'on va, on se fait gazer, on ne veut pas nous voir, on veut nous repousser vers la base ville. J'ai passé la journée et la soirée sur la rue St-jean à jouer au chat et à la souris avec les policiers. On voit plein de manifestants caméra à la main, d'autres prennent des photos sur le toit des maisons. J'espère que ces photos et films passeront quelque part sur Internet, ça risque d'apporter une vision différente des événements. J'ai rencontré des gens de Chicago, Texas, du Massachussets, de Toronto, Ottawa, etc. Tous les genres sont représentés dans cette foule, des cheveux raides ou frisés, rouges ou verts, en pointu, des veilles dames (les grannies d'Ottawa et du Massachussets) des punks, des groupes communautaires, du monde ordinaire, des jeunes des moins jeunes, des noirs, des blancs, des hispaniques, des groupes radicaux, moins radicaux, pacifiques, des environmentalistes etc. la société civile est bien présente. Plus diversifiés que cela, tu meurs. Une société hétérogène.

En milieu de soirée, vers 21h00, je vois dans une rue transversale au sud de la rue St-Jean, une fourgonnette de la police, on peut voir l'emblème sur la porte. Oh ! Ça va chauffer, on veut nous prendre en sandwich ou quoi ? Il se prépare quelque chose. On ne veut pas que la soirée d'hier se répète. Je m'éloigne un peu pour ne pas me faire prendre. Je me dirige donc vers les policiers. J'aperçois trois camionnettes et deux bus (style Orléans Express), les fenêtres sont teintées, on ne voit rien. Je ne peux pas dire si elles sont vides ou remplies de policiers mais elles ne sont sûrement pas là pour rien. Un policier cuirassé se tient en avant du camion. Je l'interpelle. Pourquoi faites-vous ça ? Vous défendez un gang de bandit qui négocie en catimini des choses qui auront un impact important sur nous tous, y compris toi. J'étais disons un peu pompé. Comment voulez-vous qu'on manifeste notre indignation si ce n'est par la manifestation dans la rue ? Nos députés, supposés nous représenter ne sont pas là, ils n'ont aucun pouvoir, ils ne font même pas parti des négociations, ils ne savent pas ce qui se négocie mais ils sont prêts à signer. À qui voulez-vous que je m'adresse ? On n'a plus confiance en eux. C'est rendu qu'on s'adresse aux ong (organisation non gouvernementale) et à des groupes de pressions qui prennent et poussent ces dossiers pour défendre les intérêts du peuple. La démocratie est en perte de vitesse, alors qu'est-ce que je fais ? Qu'est-ce qui me reste pour m'exprimer ? Vous êtes de leur côté, vous défendez le capital, on se sert de vous pour nous opprimer, c'est ça la démocratie ? Un État policier ! Je le vois. Voilà un peu les commentaires que je voulais partager avec lui. Il me répond « je suis d'accord avec toi », je sais lui répondis-je, mais t'as un job à faire et tu dois obéir, mais t'es quand même du mauvais côté. Je suis parti, furieux mais satisfait.

Par la suite, j'ai resté à l'écart, j'ai parlé avec des chiliennes de Toronto qui trouvaient cela abominable, une répression qui leur rappelait de mauvais

souvenirs. Il se fait tard, une fumée grisâtre envahit le périmètre de sécurité, les gens continuent d'abonder et le même scénario se répète, gaz, gaz et gaz.

## CONCLUSION

La première fois que j'ai frappé « The Wall », l'impression qui m'est venue à l'esprit est que le monde est divisé en deux camps. D'un côté les bons de l'autre les mauvais. À l'intérieur du périmètre, il y a les bons, les biens pensants, les justes, les détenteurs de la vérité, les démocrates, ceux qui croient qu'ils ont le mandat du peuple pour négocier, tous ceux qui veulent notre bien. À l'extérieur du périmètre, il y a nous, ceux qui ne comprennent rien, les ignorants, les moins que rien, les analphabètes, la plèbe, les antimondialistes comme les médias aiment nous le rappeler. On veut nous homogénéiser, nous standardiser, nous uniformiser. Avec tout ce monde que j'ai rencontré au Sommet des peuples et dans la rue comme manifestants, c'est tout le contraire, l'Amérique ou les Amériques sont hétérogènes, diversifiés et multiples. Y a contradiction.

Pour défendre nos intérêts, on retrouve entre les deux, les militants, les participants au Sommet des peuples qui font de gigantesques efforts avec les moyens qu'ils ont pour sensibiliser, exprimer et formuler des alternatives à la population et aux chefs d'États afin de réduire et d'éliminer les conséquences négatives des négociations en cours. Les solutions alternatives méritent d'être reçues et examinées. Un autre monde est possible.

Et puis il y a nos élus, la ligne de partie, la solidarité ministérielle, les démocrates, « La Démocratie ». L'exclusion de nos parlementaires au processus de négociation nous démontre un autre indice du déficit démocratique. Pour les grands de ce monde, ils sont insignifiants. Les enjeux négociés sont majeurs et se répercuteront sur tous les peuples de l'Amérique. Ces députés sont supposés nous représenter et défendre nos intérêts, alors ils doivent faire partie intégrante des négociations pour être en mesure de se faire une tête et débattre de ces enjeux afin d'être capable de retourner aux peuples pour lui expliquer et lui demander son approbation. Si les députés provinciaux et fédéraux avaient à expliquer actuellement les grands enjeux de la ZLÉA, seraient-ils capable de rencontrer leurs électeurs pour en parler ? Pas sûr. On doit les contourner si on veut faire avancer nos revendications. Malheureusement, ils sont devenus à nos yeux stériles et superflus. On leur consigne des mandats qu'ils ont à effectuer pour mettre en application les grandes décisions prises ailleurs par des chefs de gouvernements, le monde de la finance et des affaires. Exécutez, point à la ligne.

Quant à la police, ces "robot cops" sortis directement d'un film de "Stars War", on s'en sert pour défendre les grands (détenteurs de capitaux et leurs complices de gouvernement) des truands (le peuple). Ils sont l'instrument docile dans les mains des magnats et des aristocrates de ce monde. Ces gens ne font qu'obéir

aux ordres. S'ils ont à penser, qu'ils le fassent intérieurement ou dans le salon chez eux, par contre il ne faudrait pas que ça nuise à leur travail. Au travail, faut pas penser trop fort. Que veux-tu, on a un job à faire ! Arrêter les manifestants c'est pas trop compliqué, ils sont très efficaces, par contre d'arrêter les vrais bandits (la très haute gomme), et bien là, ils le sont moins.

À ce qui a trait aux médias, certaines couvertures étaient médiocres et laissaient à désirer. Y avait un parti pris. Il était beaucoup plus important de couvrir les quelques personnes qui s'acharnaient à jeter le mur par terre que de parler des vraies affaires, le contenu des négociations. En fait d'analyses fouillées et approfondies, fallait pas trop se fier aux spécialistes de tout acabit souvent achetés et vendus à leurs propriétaires. À part la radio de radio-Canada, qui a très bien couvert les enjeux, les contenus et les manifestations, les autres ont du chemin à faire. C'est vrai que le contenu passe mal à la télévision, ça fait pas une belle image. Un mur par terre avec quelques manifestants couchés les mains menottés par des agents de Stars War, c'est plus sensationnel, ça passe mieux à la télé et les chrétiens clients en ont plein la vue. On répond à leurs attentes, ils sont bien informés. Allez endormis, dormez encore plus. Même les journalistes sont en perte de crédibilité, l'éthique en mange un coup. Avec la concentration de la presse, on est pas prêt de s'améliorer. Le rôle des grands médias est de faire passer les manifestants pour des criminels puisqu'ils défient un ordre imposé comme "légitime" lequel nul n'a le droit de remettre en cause au risque de se faire "lyncher" sur la place publique. Pas de salut en dehors de la pensée unique mais on sait qu'un autre monde est possible. À la prochaine manifestation.

## ##### Index #####

### **Le sommet de Québec... ou l'affrontement des anarchistes !**

Michel Handfield

Aux nouvelles sur le sommet de Québec, nous avons vu les manifestants anarchistes qui ont mis à terre la clôture et qui se sont col taillés avec les forces de l'ordre. De par définition les anarchistes sont contre l'État, donc contre tout Gouvernement. Ils ne doivent donc pas être confondus avec les groupes de gauche, revendiquant l'interventionnisme et la protection de l'État pour les citoyens, au Sommet des peuples! Par contre, ils peuvent les rejoindre en ce qui a trait à la protection de la société civile et la défense citoyenne, car pour les anarchistes sociaux on parle davantage de mutualisme, de coopération et de

communautarisme. Mais il doit être clair que le Sommet des peuples n'était pas anarchique... même si des anarchistes pouvaient y assister et manifester.

De l'autre côté, au Sommet de Québec, l'officiel, celui des négociations de la Zone de Libre Échange des Amériques, se trouvaient les défenseurs des privatisations et du recul de l'État. L'État ne doit plus s'occuper de commerce; doit se retirer de ses sphères d'activités économiques - pour laisser place aux entreprises privées; et ne plus faire de lois qui nuisent au commerce, même si c'est pour protéger l'environnement ou la santé de ses citoyens! C'est ainsi que la société américaine Ethyl Corporation a poursuivi le gouvernement du Canada pour 250 millions quand Ottawa a banni certains additifs de l'essence nuisible à l'environnement. (Boisvert, 2001) ou que Jacques Lamarre, dans son allocution au forum sur les services publics de La Conférence de Montréal, a été clair sur ce sujet en titrant son intervention « L'État entrepreneur, L'État partenaire et l'État rentier » ! Bref l'État, à défaut de disparaître, ne doit s'occuper que du minimum : la protection des biens! Bref l'État police.

On en vient ainsi très près de l'anarcho-capitalisme. (1) D'ailleurs les penseurs derrière la Zone de Libre Échange des Amériques (ZLÉA) et du défunt Accord Multilatéral sur les Investissements (AMI) sont familiers de ce mouvement. (2) D'où l'incompréhension entre les participants au contre-sommet, qui sont davantage des social-démocrates, avec les négociateurs de la ZLÉA . Le schisme entre les socialistes et les anarchistes, qui mit fin à la première internationale ouvrière en 1876, se poursuit donc sous d'autres formes. Tout comme l'opposition entre les anarchistes et les anarcho-capitalistes. Québec ne fut qu'une autre répétition de l'histoire des idéologies sociales, politiques et économiques de l'humanité!

### **Références :**

Bernard, Michel, 1997, L'utopie néolibérale, Québec: l'aut'journal et Chaire d'études socio-économique de l'UQAM.

Boisvert, Yves, 2001, Les surprises du libre-échange. L'histoire du chapitre XI, ou comment les avocats réécrivent les traités, in La Presse, 15 avril, p. A 14

Lemieux, Pierre, 1988, L'anarcho-capitalisme, Paris: PUF, coll. "que sais-je?" # 2406

### **Notes:**

(1) Ici, tout est privé. L'État n'a plus sa raison d'être. Même la police et la justice sont privées. Remarquez que ce sont des services que le privé offre maintenant de plus en plus. Au lieu d'entreprendre des poursuites judiciaires, certaines entreprises offrent des services de médiation auxquels les clients consentent à

se plier au même titre qu'à la justice d'État. C'est le marché dans toutes les sphères de la société. Le marché a renvoyé l'État et congédié les gouvernements!

Michel Handfield, Les idéologies modernes, in Societas Criticus , Vol. 3, no. 1, Mars 2001

(2) Dans un livre très intéressant sur l'anarcho-capitalisme, Pierre Lemieux (1988) nome David Friedman, Robert Nozik et Murray N. Rothbard comme théoriciens anarcho-capitalistes et Friedrich Hayek comme penseur apparenté! Le même Hayek, prix Nobel, est considéré comme un des grands penseurs du néolibéralisme et les autres auteurs y sont aussi associés. (Bernard, M., 1997) Ceci montre les relations assez étroite entre ces deux courants qui servent de base aux négociations sur la Zone de Libre Échange des Amériques (ZLÉA) et de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Nos gouvernements sont peut être en train de négocier leur propre disparition. Attention, danger! (Ibid.)

### ##### Index #####

**Ce texte fut diffusé lors de ma présence à Québec dans le Journal officiel du Deuxième Sommet des peuples des Amériques, Continent, et vu son importance, nous prenons la liberté de le diffuser dans nos pages. Gaétan Chênevert.**

## **Continent**

Journal officiel du Deuxième Sommet des peuples des Amériques

Ce texte fut diffusé lors de ma présence à Québec dans le Journal officiel du Deuxième Sommet des peuples des Amériques, Continent, et vu son importance, nous prenons la liberté de le diffuser dans nos pages.

Jeudi, le 19 avril 2001

Fuite du chapitre sur l'investissement de la ZLÉA

### **Les pires inquiétudes se confirment**

Par Jean-Pierre Larche

À 14 heures, hier, l'organisme WTOWatch ( mettait en ligne sur son site web le texte du chapitre sur l'investissement de la ZLÉA. Trois heures de lecture et de consultation plus tard, la conclusion s'est avérée amère quoique appréhendée : l'esprit du chapitre 11 de l'ALENA et du mort-né Accord multilatéral sur

l'investissement (AMI) s'est trouvé un nouveau squelette des plus ambitieux, la ZLÉA.

Le texte du chapitre sur l'investissement, quoique encore bourré de parenthèses, confirme en effet les pires craintes exprimées par les opposants à la ZLÉA. Bien que le ministre canadien du Commerce international Pierre Pettigrew ait répété à plusieurs occasions que le Canada n'apposerait pas sa signature à un accord de libre-échange panaméricain dans lequel serait transposé le controversé chapitre 11 de l'ALENA, force est de constater que la ZLÉA n'est qu'une extension de l'ALENA à l'ensemble des Amériques et qu'elle va même plus loin.

On retrouve donc dans la ZLÉA, que nos chefs d'État entendent mettre sur pied d'ici 2005, les mêmes mécanismes tant dénoncés de l'ALENA et de l'AMI. Les notions du traitement national et de la nation la plus favorisée qui handicaperaient fortement la capacité des États à contrôler leur développement économique national seraient reproduites dans la ZLÉA. Il en va de même de l'interdiction pour les États d'apposer des conditions relatives à une obligation de résultat aux investissements, par exemple certaines obligations relatives à l'approvisionnement ou à la transformation au niveau local ou au transfert de technologie ce qui s'avère carrément néfaste au développement durable des économies américaines.

« Il s'agit du triomphe des droits des investisseurs et des entreprises sur les droits humains, des travailleurs et de l'environnement, s'est exclamé Dorval Brunelle du Réseau québécois sur l'intégration continentale. Ce document étendrait l'application d'une charte des droits et libertés des investisseurs à la grandeur des trois Amériques. » Le chapitre sur l'investissement de la ZLÉA renferme en effet cette disposition qui met à égalité entreprises et États en permettant aux investisseurs de poursuivre les gouvernements pour obtenir compensation lorsque leur « droit au profit » est entaché par des expropriations ou des législations jugées contraires à l'esprit de l'accord. En fait, le texte va encore plus loin que l'ALENA puisqu'il reprend certaines dispositions de l'AMI qui permettraient aux investisseurs d'obtenir compensation en cas de guerre, de révolution ou de conflit social. Une interprétation forte de ces termes pourrait éventuellement donner droit à de telles compensations en cas de grève.

Nos gouvernements se refusent toujours à ouvrir le dialogue. Ils opposent une fin de non recevoir aux revendications légitimes de la société civile quant à un encadrement strict des échanges commerciaux. Ils ne font pas davantage écho à nos demandes relatives à la promotion et à la défense des droits humains et de la démocratie.

En même temps, ils négocient en catimini rien de moins qu'une charte des droits des investisseurs.

Cette fuite confirme que la ZLÉA, telle que conçue par les architectes du libre-échange et endossée par nos gouvernements, est à des lieues des préoccupations des citoyennes et citoyens et qu'elle est taillée sur mesure pour le capital.

Sites à consulter :

WTOWatch

<http://www.wtowatch.com/>

La fuite

[http://www.wtowatch.org/library/admin/uploadedfiles/FTAA\\_02\\_Report\\_on\\_Investment\\_Draft\\_Investment.htm](http://www.wtowatch.org/library/admin/uploadedfiles/FTAA_02_Report_on_Investment_Draft_Investment.htm)

ALENA (chapitre 11 sur l'investissement)

<http://www.nafta-sec-alena.org/french/index.htm>

Assemblée nationale, Québec : commission des institutions

Le Québec et la Zone de libre-échange des Amériques : Effets politiques et socioéconomiques

<http://www.assnat.qc.ca/archives-36leg1se/fra/Publications/rapports/rapci1.html>

AMI (accord multilatéral sur les investissements)

<http://www.monde-diplomatique.fr/dossiers/ami/plan.html>

Déclaration des droits de l'homme (droits humains)

<http://www.un.org/french/aboutun/dudh.htm>

**##### Index #####**

## **Oh! Eau! Mondialisation!**

Michel Handfield

La mondialisation est sur toutes les lèvres actuellement. Mais que signifie-t-elle? En fait elle signifie l'ouverture des frontières au commerce et l'abandon des protections nationales! On parle de démocratie par le commerce, le libre-marché devenant synonyme de liberté et démocratie. Ainsi le marché, deviendrait la nouvelle place démocratique, où tout serait accessible à tous. Que ce soit des voitures, des parfums, la nourriture, l'eau, les soins de santé, l'éducation! Absolument tout serait marchandise et tous seraient égaux devant le marché... à condition d'avoir de l'argent pour y accéder!

C'est une forme de libéralisme primaire, car tous n'ont pas les moyens de se payer les biens essentiels nécessaires à leur survie. Certains pays ont un revenu moyen par habitant de beaucoup moins de 1000\$ annuellement. Alors comment se payer de l'eau à 3\$ le litre? Égalité devant le marché est loin de signifier égalité des chances et équité!

Des penseurs se penchent donc sur cette délicate question. C'est le cas de Ricardo Petrella et du Groupe de Lisbonne. Comme un très bon livre en résulte, nous vous en conseillons plutôt la lecture. L'idée en est que...

Le contrat mondial de l'eau se fonde sur le principe que l'eau appartient aux habitants de la Terre. Il reste inspiré par deux finalités : l'accès de base à l'eau pour tous et sa gestion solidaire et durable, impliquant des devoirs de solidarité, de cohérence [,] pour ne pas mettre en péril les libertés et les droits des générations futures [,] et de protection et de respect envers l'écosystème Terre. (selon la jaquette arrière du livre)

Bref, l'eau doit être une ressource partagée. Mais comment? Par le marché, comme le pétrole, avec tout ce que cela implique de tractation et de spéculation? Et au profit de qui? Ou, l'eau, un bien mondial sous la gestion des Nations-Unies? Les pays n'ayant pas le droit de la vendre, mais ayant l'obligation de la protéger. Cependant, les embouteilleurs et les exportateurs pourraient-ils tirer profit du traitement et du transport de l'eau? Et cela sans n'avoir rien à payer pour la ressource (c'est un bien mondial et gratuit!) en retour!

Que fait-on des cultures locales qui ont un rapport particulier à l'eau – comme les Indous et le Gange! Si leur culture ancestrale crée des problèmes de pollution des eaux, comment faire coïncider culture ancestrale, religion et notions environnementales modernes?

Est-il envisageable de taxer la vente commerciale de l'eau (comme Perrier) et que cette taxe aille à un fond mondial de l'eau qui permettrait de développer des techniques de dépollution, de protection et d'accessibilité à l'eau, car pendant que certains ont une piscine dans leur cour, ailleurs dans le monde, des populations entières ont un accès limité à l'eau :

Peut-on espérer qu'en laissant dépendre la gouvernance de l'eau des orientations politiques qui prédominent actuellement dans les pays riches du monde et des moyens dont disposent les pays pauvres, on parviendra à empêcher que plus de 3 milliards d'êtres humains sur les 8 milliards qui habiteront la Terre entre 2020 et 2025 n'aient pas accès à l'eau « source de vie »? (Petrella, 1998, p. 32)

Quand vous boirez un verre d'eau en bouteille et que vous laverez à grande eau votre trottoir, au lieu de tout simplement le balayer, pensez aux personnes qui



meurent dans le mode par manque d'eau. Pensez aux conflits entre États – et c'est une partie des problèmes du Moyen-Orient – pour un petit cours d'eau qui passe à la limite de plusieurs pays et qui peut être détourné de son cours pour le profit de l'un au dépend de l'autre! (1) Vous verrez que la mondialisation, ce n'est pas une question si éloignée que l'on croit. Nous en faisons tous partie, sauf qu'il faut sortir de la vision strictement commerciale que l'on nous présente pour le bien de notre humanité. Nous sommes tous dans un même vaisseau spatial, la Terre, comme le disent certains environmentalistes.

Note :

1. **Philippe Rekacewicz**, [L'eau convoitée](#), in Le Monde diplomatique, juin 2000

Bibliographie

Petrella, Ricardo, 1998, Le manifeste de l'eau – Pour un contrat mondial, Belgique : Labor

Sorman, Guy. 2000, Le génie de l'Inde, France : Fayard

Stead, W. Edward and Stead, Jean Garner, 1996, Management for a small planet, Sage Publications

Références Internet

[http://www.mri.gouv.qc.ca/la\\_bibliotheque/eau/](http://www.mri.gouv.qc.ca/la_bibliotheque/eau/)

<http://www.catholink.ch/cotmec/action.htm>

**##### Index #####**

## **LE NÉO-LIBÉRALISME**

Gaétan Chênevert

### **Qu'est-ce que le néo-libéralisme ?**

Dans son livre «L'utopie néolibérale» Michel Bernard<sup>1</sup> mentionne que le néolibéralisme est une gigantesque machine à persuasion et à résignation qui nous invite à une quiétude passive devant une présumée harmonie naturelle du marché. Quant à J.-Claude St-Onge, il signale dans «L'imposture néolibérale<sup>2</sup> », que les néolibéraux adhèrent à une philosophie politique où la propriété et le marché sont des valeurs plus importantes que la liberté et la vie.

*Le marché est une construction idéale qui convient parfaitement aux économistes [...]. En se cramponnant à la notion de marché concurrentiel et impersonnel, les économistes s'accrochent à la matière de leur enseignement [...]. J'imagine que les sorciers s'accrochaient énergiquement à la sorcellerie (John Kenneth Galbraith, cité par J-Claude St-Onge).*

D'autres chez [Autonomie](#) avancent qu'il s'agit d'une idéologie, d'une idéologie nouvelle, une utopie d'exploitation sans limites, pour conclure enfin, une révolution conservatrice.

*" La révolution conservatrice se réclame du néo-libéralisme, se donnant ainsi une allure scientifique, et la capacité d'agir en tant que théorie. Une des erreurs théorique et pratique de beaucoup de théories - à commencer par la théorie marxiste - a été d'oublier de prendre en compte l'efficacité de la théorie. Nous ne devons plus commettre cette erreur. " (Bourdieu)*

*" Nous avons affaire à des adversaires qui s'arment de théories, et il s'agit, me semble-t-il, de leur opposer des armes intellectuelles et culturelles. " (Bourdieu)*

On peut s'attendre d'une définition à quelque chose de précis et bref. Disons que dans le cas du néolibéralisme, c'est un peu plus compliqué et ça laisse le néophyte un peu perplexe. Il faut comprendre qu'un tel néologisme ne se définit pas en quelques mots et ne nous est pas apparu brusquement du jour au lendemain.

Nous retrouvons donc dans ces livres et textes l'essentiel du néolibéralisme. Pour mieux le comprendre afin de pouvoir se prémunir de ses dangers, il faut remonter dans l'histoire du néolibéralisme pour voir de quelle façon des intellectuels bien organisés et distribués ont construit à partir d'idées économiques du passé, une idéologie dite nouvelle et révolutionnaire qui deviendra au fil du temps une [pensée unique](#) dont on s'appliquera minutieusement à nous faire avaler. J.-Claude St-Onge traduit bien dans son chapitre premier l'ascension du mouvement néolibéral. C'est avec plaisir que je veux partager avec vous «l'acte de naissance et priorités du néolibéralisme», l'histoire explique beaucoup de chose.

**Gaétan Chênevert**

## CHAPITRE PREMIER

**Acte de naissance et priorités du néolibéralisme**

J.-Claude St-Onge, chapitre premier p.19 - 38.

*Vous, les dirigeants politiques, vous devez savoir que vous êtes désormais sous le contrôle des marchés financiers (M. Tietmeyer<sup>3</sup>)*

CES PAROLES DU PRÉSIDENT d'une des institutions financières les plus puissantes de la planète capturent on ne peut mieux l'air du temps: la domination de la finance sur la politique et la subordination de la vie aux impératifs du marché. Ces propos tenus devant 350 ministres et premiers ministres, avec toute l'assurance et l'arrogance que confère la richesse, illustrent bien les priorités du néolibéralisme. Les néolibéraux adhèrent à une philosophie politique où la propriété et le marché sont des valeurs plus importantes que la liberté et la vie. La liberté, c'est la liberté économique, c'est-à-dire le privilège exorbitant de disposer du travail d'autrui, ou le «droit naturel» d'acquérir des richesses. C'est en invoquant la primauté de la propriété que le néolibéralisme considère toute forme de partage des revenus comme du vol, car le principe qui doit régler la distribution des richesses est: «À chacun selon ce que produisent lui-même et les instruments qu'il possède.»<sup>4</sup> La justice se résume donc à la possession, et une société juste répartit bienfaits et obligations dans le respect des titres de propriété légitime. Celui qui ne possède rien doit s'en remettre à la charité privée, et la justice sociale est rangée au musée des horreurs. D'après Hayek, cette conception frauduleuse attise l'animosité envers les gens beaucoup plus aisés<sup>5</sup>. Des enfants meurent, mais tant que les droits de propriété ne sont pas violés, il n'y a rien d'injuste. La primauté de la propriété justifie la demande de retrait de l'État et le rejet des droits économiques et sociaux, tels le droit à des soins de santé et le droit au travail.

À l'origine, le libéralisme est fondé sur une philosophie et une éthique naturalistes. Ce vieux naturalisme, revu, corrigé et amélioré par Hayek, prétend que les principales institutions sociales obéissent à des lois naturelles ou quasi naturelles. La société est plus ou moins réglée comme le mouvement des planètes, et elle échappe pratiquement à tout contrôle humain et à toute tentative de l'orienter et de la diriger. Le mécanisme de coordination de la réalité sociale est le marché, dont les lois sont aussi inflexibles que celles de la nature. Tel un chef d'orchestre, si ce n'est Dieu en personne, il harmonise les intérêts divergents, coordonne la production, distribue les ressources efficacement et garantit la liberté. Il en découle que toutes formes d'interventionnisme économique (médecine sociale, salaire minimum, sécurité au travail) et de

planification sont superflues et nocives, puisque le marché génère spontanément l'ordre et la prospérité.

Aux relations sociales réelles, aux rapports entre les hommes, modifiables, transitoires et historiques, on substitue des abstractions et des lois éternelles. À l'instar du ciel, le marché serait un fait de nature. La démocratie libérale, fondée sur le marché, représenterait la fin de l'histoire, l'«horizon indépassable de notre temps». L'effondrement du pseudo-communisme soviétique n'est-il pas la preuve qu'il n'y a point de salut hors du marché?

### **L'internationale néolibérale: les travailleurs de l'ombre.**

C'est à Paris, en 1938, au cours du colloque Walter-Lippman, que les premiers balbutiements de l'avant-garde néolibérale se font entendre. Deux ans après la publication de l'ouvrage de Keynes, *La théorie générale*, une trentaine d'intellectuels se réunissent dans le but de répliquer à la «dérive étatiste de l'Occident», et au «socialisme rampant. Le modèle économique et social keynésien commence déjà à supplanter le modèle libéral traditionnel discrédité par la grande crise de 1929. de plus, la montée du fascisme et la consolidation du régime soviétique, de mauvais augure pour le libéralisme, exigent une riposte vigoureuse. Les participants au colloque soutiennent que la planification économique est incompatible avec la liberté, car elle «implique l'État totalitaire», et ils s'opposent à toutes les déviations «collectivistes» qui, dans leur optique comprennent aussi bien le keynésianisme que les régimes fascistes et soviétique. Un professeur qui enseigne à la London School of Economics depuis 1931 est aux premières loges. Il s'agit de l'économiste autrichien et prix Nobel Friedrich von Hayek (1899-1992). En 1950, Milton Friedman – qui deviendra conseiller du président Reagan – l'invite à dispenser son enseignement à l'université de Chicago, place forte du néolibéralisme. Jusqu'à ce jour, le nom de Hayek est pratiquement inconnu, sauf dans des cercles restreints, mais son influence dans les coulisses du pouvoir est inversement proportionnelle à son degré de notoriété auprès du grand public. Ce colloque n'aura pas de suites immédiates en raison de la guerre.

Mais ce n'est que partie remise. À l'initiative de Hayek, plusieurs des participants à la conférence de Paris et des intellectuels prestigieux, notamment le philosophe Karl Popper, assistent à une rencontre, en Suisse, au mont Pèlerin, en 1947. Parmi les invités à la conférence inaugurale, des économistes qui seront couronnés par le prix Nobel: Maurice Allais, Milton Friedman, Friedrich Hayek. Des journalistes de *Fortune Magazine*, *Newsweek*, *Time and Tide* et *Reader's Digest* sont au rendez-vous pour assurer un débouché médiatique aux idées néolibérales. L'acte de naissance du néolibéralisme est signé avec la mise sur pied de la Société du Mont-Pèlerin. Le but de cette «société savante», dont les idées sont tout à fait marginales à l'époque, est de changer le climat d'opinion en faveur d'un libéralisme tous azimuts, fondé sur les prétendues vertus de

l'économie de marché. Pendant longtemps, ses membres travailleront dans l'ombre et à contre-courant.

Aujourd'hui la Société du Mont-Pèlerin regroupe 5000 membres recrutés parmi l'élite politique, économique et universitaire. Elle compte des hommes d'affaires, des représentants de ces fameuses boîtes à idées (think tanks), ainsi que plusieurs anciens ministres et politiciens de presque tous les coins du monde (Etats-Unis, Italie, Nouvelle-Zélande, Japon, Grande-Bretagne, etc.). La Société reçoit le soutien d'hommes d'affaires, tel le milliardaire suisse Hunold, et de fondations privées, telle la William Volker Fund. Le financier Sylvio Berlusconi, un temps premier ministre italien, membre d'une loge maçonnique d'extrême-droite, présida aux destinées de la Société de 1988 à 1990.

À partir de 1947, les membres et sympathisants de la Société du Mont-Pèlerin tisseront une véritable toile d'araignée qui s'étendra partout à travers le monde, y compris au Québec et au Canada, comme nous le verrons. Pour les intellectuels néolibéraux, l'exportation des idées est aussi vitale que l'exportation des capitaux et des marchandises. Sous le patronage de la Société, une kyrielle de boîtes à idées néolibérales voient le jour. Un des membres fondateurs et soutien financier de la Société, le milliardaire britannique Antony Fisher, fervent admirateur de Hayek qui a fait fortune dans l'élevage industriel des poulets, devient le principal bailleur de fonds de l'Institute of Economic Affairs (IEA) (<http://www.iea.org.uk/>), créé en 1955 en Grande-Bretagne. L'IEA est la première boîte à vulgariser les thèses de Hayek et de Friedman. Elle organise des séminaires et des déjeuners pour diffuser la bonne parole aux hommes d'affaires et aux journalistes. Plusieurs membres de l'entourage de Margaret Thatcher, première ministre britannique élue en 1979, font partie de l'IEA. L'institut publie des documents sur la politique économique keynésienne, les errements de l'État-providence, les «privileges» syndicaux, l'inefficacité du secteur public, et fait l'éloge du «marché dans tous les domaines de la vie économique se sociale».

Anticommuniste notoire, Fisher est partout à la fois. En 1975, il devient codirecteur du Fraser Institute de Vancouver; sa mission est de recueillir des fonds pour cette boîte. Le Fraser a été fondé un an plus tôt par l'homme d'affaires canadien Pat Boyle. En véritable croisé, Fisher contribue à la création d'organisations semblables en Australie, à San Francisco et à New York. Les documents officiels de la nouvelle organisation new-yorkaise sont signés par Bill Casey, qui deviendra directeur de la CIA. Infatigable, Fisher participe à la fondation de l'Atlas Institute, dont la mission est de créer des *think tanks* néolibéraux à travers le monde. L'une de ces organisations, l'Adam Smith Institute (ASI), qui voit le jour aux Etats-Unis en 1976, se distingue par son prosélytisme et son radicalisme. Deux anciens étudiants de l'université de Saint Andrews, en Écosse, dont Madsen Pirie, fomentent une branche de l'ASI en Grande-Bretagne. Hayek, toujours lui, en fut le président d'honneur, pendant que

Friedman et le prix Nobel d'économie James Buchanan en inspirent les travaux. Ce dernier, qui s'est joint à la Société du Mont-Pèlerin, vient d'être nommé au «conseil scientifique» de l'Institut économique de Montréal (voir plus bas). Les conférences annuelles de l'ASI sur la privatisation sont courues, notamment par les dirigeants des pays de l'ancien bloc de l'Est. Elle publie des brochures et des manuels destinés à promouvoir la déréglementation et la privatisation. Pirie, l'un des auteurs du *Manuel de privatisation* (1989), a fait ses premières armes à l'Heritage Foundation, aux États-Unis, un *think tank* de 150 permanents. Une semaine après la victoire de Reagan en 1980, la fondation publie *Mandate for Leadership*, le manifeste néolibéral de Reagan.

L'internationale néolibérale a ses antennes à Montréal: il s'agit du Saint Lawrence Institute et de l'Institut économique de Montréal (IEDM), dont les activités sont débuté en juin 1999. Les néolibéraux ne désarment pas. L'IEDM se présente comme un institut de recherche «indépendant» qui étudie le «fonctionnement des marchés» et qui œuvre à la «promotion de l'approche économique dans l'étude des politiques publiques». C'est le fruit de l'initiative commune d'entrepreneurs, d'universitaires et d'économistes de Montréal. Il a le même statut qu'un organisme charitable et «ne reçoit aucun financement public» – lire aucun financement direct – puisque les contributions aux organisations charitables sont déductibles d'impôts! L'IEDM organise des conférences et des séminaires, et diffuse de nombreuses publication. En juin 2000, son site Internet rend compte d'une conférence prononcée par un professeur d'économie américain La taille de l'État et la richesse des nations». Le conférencier soutient que si les gouvernements s'en tenaient à leurs activités de base, ni plus ni moins que le programme préconisé par Adam Smith (défense, ordre public, routes, éducation), les dépenses gouvernementales seraient réduites à 15% du PIB. Plusieurs cadres de la Banque de Montréal assistaient à la rencontre, et le président de la Banque a remis un chèque à l'Institut, heureux qu'il était de «contribuer aux efforts de l'IEDM». Monique Jérôme-Forget, critique pour les finances du Parti libéral du Québec, était présente dans la salle. Un autre déjeuner-conférence faisait le point sur les récentes réformes de l'éducation en Angleterre et aux Etats-Unis. Parmi les mesures citées en exemple le conférencier souligne les incitations salariales, un système d'évaluation efficace des enseignants, la transformation des directeurs d'école en gestionnaires avec le pouvoir d'embaucher et licencier, et la mise en œuvre d'une idée de Milton Friedman, à savoir des bons d'éducatons payés par le gouvernement permettant aux parents de choisir leur école (voir chapitre VI). Jean-Luc Migué préside le «conseil scientifique», de l'IEDM, dont font partie James Buchanan et Pierre Lemieux. Ce dernier enseigne en sciences administratives à l'Université du Québec à Hull. M. Lemieux est l'auteur d'un ouvrage intitulé *L'anarcho-capitalisme*, dont nous reparlons au chapitre VI, et milite pour différentes causes comme le droit de porter des armes et de posséder des esclaves. M. Migué, qui a été successivement professeur à l'Université Laval et à l'École nationale d'administration publique, a publié récemment *Étatisme et déclin du Québec*. En 1994, il a reçu la médaille d'argent du Sir Antony Fisher Memorial Prize (du nom

du membre de l'IEA et fondateur du Fraser Institute!) pour son ouvrage *Federalism and Free Trade* publié par l'IEA de Londres. M. Migué est *Senior Fellow* du Fraser de Vancouver. Le site Internet de l'IEA nous renvoie à cinq autres instituts semblables au Canada, à 13 aux États-Unis et à trois outre-mer.

### **Une conjoncture favorable aux idées néolibérales**

Ce long travail de préparation idéologique n'aurait pas porté ses fruits sans les bouleversements survenus au milieu des années 1970. Les premiers signes annonçant la fin du consensus keynésien surviennent au début de cette décennie, alors que les taux de profit commencent à fléchir. *Successo*, la revue du patronat italien, dans sa livraison de septembre 1972, titre: «Les profits : dieu déchu?» En mai 1973, la revue *Fortune* s'inquiète : «The Clouded Prospects for Corporate Profits». La tarte à partager diminue et va commander l'imposition d'un nouvel ordre mondial. La crise de croissance est profonde, et le capitalisme n'arrive plus à retrouver son souffle.

En effet, le tournant de 1975 sonne le glas des Trente Glorieuses, trente années de croissance inégalée dans l'histoire du capitalisme. Soudain, l'histoire change de cap. L'économie mondiale entre dans une phase de mutation, et la création de nouvelles richesses est coupée de *moitié*. Bienvenue aux «trente piteuses». Ces conditions vont permettre à l'idéologie néolibérale de se transformer en véritable force politique. À partir de ce moment, les vieilleries conceptuelles sur les «lois du marché», qu'on croyait bel et bien enterrées après la grande crise de 1929, seront promues au rang de vérités universelles.

Un sociologue allemand du XIX<sup>e</sup> siècle, qu'il n'est plus de bon ton de citer, écrivait que «la dissolution des vieilles idées va de pair avec la décomposition des anciennes conditions de vie» (Manifeste communiste, de Marx et Engels). Le développement fulgurant du néolibéralisme est la conséquence de la décomposition des anciennes conditions de vie, qui se présente sous la forme d'un double effondrement. D'une part, l'affaissement de la croissance des années d'après-guerre qui entraîne le libéralisme keynésien dans sa chute. D'autre part, l'écroulement des oppositions organisées, du syndicalisme au marxisme. Avec la déconfiture du marxisme historique, une digue importante vient de céder. Ses différents modèles sont inutilisables, et la théorie de Marx est depuis longtemps pétrifiée en dogme stérile. L'effondrement du «marxisme» et le discrédit jeté sur les théories de Keynes créent un vide idéologique. Les vieux repères ont disparu. Dès lors, la voie est grande ouverte au règne sans partage de l'idéologie néolibérale, qui triomphe faute de combattants.

Quels sont les principaux signes de cette mutation sur le plan économique?

À partir de 1975, les taux de croissance des pays industrialisés (voir tableau 1) sont coupés de plus de moitié. Fait remarquable, de 1989 à 1996 le taux

d'accroissement des nouvelles richesses (le PIB ou produit intérieur brut) est divisé par *quatre* au Canada, où la magie néolibérale aurait créé, selon certains observateurs, une «prospérité évidente». Tels sont les résultats mirobolants de 20 ans de médecine néolibérale. On notera que la France, censée représenter l'ancien modèle fondé sur l'intervention de l'État, fait mieux que le Royaume-Uni, donné comme étalon de la nouvelle économie. Soulignons que l'analyse qui ramène les problèmes de vitalité économique à un seul facteur, soit le rôle plus ou moins grand de l'État, est d'une pauvreté inouïe et d'un vide d'une profondeur insondable comme le suggère le tableau de la page 30 (tableau 1).

Tableau 1

Taux de croissance annuels (en pourcentage)			
Période	1960-1973	1973-1989	1989-1996
Monde	5,4	2,9	3,1
Pays industrialisés	5,3	2,8	1,8
Pays en développement	5,7	3,8	5,9
Bloc de l'Est	5,4*	3,6**	-6,4
Canada	5,3	3,4	1,2
États-Unis	4,2	2,8	1,9
Royaume-Uni	3,1	2,0	1,2
France	5,3	2,4	1,3

Source: l'état du monde 1998, p.94  
 \* 1969-1979, L'état du monde 1988-1989, p. 584  
 \*\* 1976-1985, L'état du monde 1995, p. 570

Dans plusieurs pays, le chômage atteint des sommets, soit le double et le triple des taux affichés dans les années 1960. Au Canada, l'emploi entre dans «une nouvelle ère glaciaire»: entre 1989 et 1993 la création nette d'emplois est nulle; on enregistre même un déficit de 103 000 emplois. Nous vivons à l'ère des mises à pied massives. Bell congédie au-delà de 20% de ses effectifs. Au Canadien National, malgré des profits records, la main-d'œuvre diminue de moitié. Entre 1991 et 1996, les banques abolissent 11 000 emplois. Aux États-Unis, selon le *Washington Post*, les sociétés inscrites en Bourse employant plus de 5000 personnes suppriment 3,37 millions d'emplois entre 1991 et 1995.

Les fruits de cette croissance relativement médiocre sont confisqués par les classes dominantes. Au Québec, de 1975 à 1995, le salaire réel des travailleurs (compte tenu de l'inflation) diminue de 18%. Pendant ce temps, celui des dirigeants d'entreprises augment de 19% avant impôts. Le nombre de familles faisant partie de la classe moyenne passe de 60% en 1973 à 44% en 1996. En France, la part des salaires dans le PIB baisse de 9,1% entre 1982 et 1995.

L'économie mondiale est assise sur un volcan, une montagne de dettes contractées par les gouvernements, les entreprises et les consommateurs. Au



début des années 1990, les entreprises et les consommateurs canadiens croulent sous près de 900 milliards de dollars de dettes, soit le double de la dette publique. Mais c'est cette dernière qui fait scandale. Vers la fin des années 1980, elle fait l'objet d'un véritable délire médiatique. Photos à l'appui, les manchettes rugissent; «Ce bébé vient de naître: il doit déjà 12 300\$». Rien n'est épargné. Encore hier, on brandissait la menace d'une mise en tutelle du Canada par le Fonds monétaire international.

### **Un «nouveau» discours**

Le contexte créé par la fin des Trente Glorieuses diffère des turbulentes années 1960. Finie la *Great Society* du président américain Lyndon Johnson (1963-1968). Exit la *Société juste* de Pierre Elliot Trudeau (1919-2000), premier ministre canadien élu en 1968, qui prétendait, à l'instar de Johnson, mettre fin aux injustices sociales et à la pauvreté. Terminés les gouvernements qui ont un préjugé favorable aux travailleurs. La justice sociale? Surtout pas. Une «superstition», une «fraude», au mieux un «concept vide de sens». Il faut dégonfler les aspirations des Trente Glorieuses et rappeler les «irresponsables» à l'ordre. Pour faire accepter la nouvelle réalité, il faut déconstruire l'ancien discours «archaïque» et «dépassé», et le remplacer par un discours «nouveau», «moderne» et «révolutionnaire». Ce nouveau discours est puisé dans le vieux fonds de commerce intellectuel du libéralisme.

Le discours néolibéral mise sur la répétition inlassable des mêmes formules creuses sur la «mondialisation», le «village planétaire», le «progrès». Le néolibéralisme se pare des signes de la modernité et repose sur l'art de maîtriser l'euphémisme, comme le signale Bourdieu<sup>6</sup>. La «flexibilité» devient une façon déguisée de faire accepter la précarité et le chômage massif. L'«excellence» et la compétition avec les pays où l'on travaille 12 heures par jour sont des prétextes pour «dociliser» la main-d'œuvre et faire avaler les coupes salariales. Le «tout le monde doit faire des efforts» est devenu synonyme de «lâchez vos acquis sociaux». Et la référence incontournable aux «lois du marché», un moyen d'avaliser la loi du plus fort.

Comme toute idéologie, le néolibéralisme fait tenir la réalité sur sa tête. Le grand bond en arrière du thatchérisme est présenté comme une «révolution», et Mike Harris, premier ministre ontarien, fait passer ses mesures réactionnaires pour la «révolution du bon sens». Les «nantis» ne sont pas les milliardaires, mais les travailleurs qui ont la sécurité d'emploi, et les «privilegiés», ceux qui ont encore du travail. Ce discours excelle dans l'art de culpabiliser les «gras durs» qui ont réussi à conserver les maigres avantages issus des luttes sociales.

Ce discours fort, parce qu'il compte sur des moyens proprement extraordinaires, est propagé par des organismes comme la Banque mondiale, le Fonds

monétaire international (FMI) l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les associations patronales, les ténors de la finance et de la grande industrie, les experts et la plupart des éditorialistes entonnent le message en chœur. La hausse des profits et la diminution des salaires favorisent la croissance, le désengagement de l'État engendre la prospérité, et les syndicats sont un obstacle à la bonne santé de l'économie. Ce consensus devient signe de vérité. Sous des allures de «message de libération», on nous livre un message fataliste et on nous laisse croire à l'impossibilité de lui opposer tout autre discours. Le message est tellement bien intégré qu'il a conduit à la démission et à la démobilisation, et disqualifié toute autre forme de discours. Ceux qui parlent encore de «changement social» et de «solidarité» sont des «passésistes» et des «dinosaures» qui refusent obstinément les nouvelles réalités. Les «penseurs de la nouvelle économie» sont là pour leur insuffler une bonne dose de «réalisme».

Comme de bons élèves, les politiciens puisent dans ce credo qu'ils répètent, comme jadis nous répétions les leçons du petit catéchisme, parfois fidèlement, d'autres fois grossièrement. L'éditorialiste de *La Presse* souligne, à juste titre, qu'on abuse du terme «néolibéral». Il tente de nous convaincre que plusieurs politiciens ne sont pas des néolibéraux dans l'âme, sous prétexte que les «néolibéraux, les vrais, remettent l'État en cause». Ce qui est inexact, comme nous le verrons. Il est vrai que certains politiciens, tels Mike Harris ou Stockwell Day, de la nouvelle coalition de droite, l'Alliance canadienne, s'identifient davantage au néolibéralisme. Il n'en demeure pas moins que le gouvernement Bouchard a administré la même médecine de cheval dans l'éducation et la santé que les conservateurs ontariens, et que les socialistes français ont privatisé avec autant d'entrain que le gouvernement Chrétien a sabré dans les programmes sociaux. Si tous n'en meurent pas, personne n'y échappe. Et il importe peu que les grands financiers et les politiciens soient néolibéraux par conviction, par opportunisme ou par «nécessité». Un coup de pied ne fait pas moins mal parce qu'il vient de celui qui prétend agir pour notre bien.

### **Imposer le nouvel ordre**

En 1979, Margaret Thatcher, la Dame de fer, remporte ses élections avec le slogan «Faisons reculer les frontières de l'État». Reagan, de son côté, jure d'avoir la tête du «monstre», l'État-providence. Le mot d'ordre est partout le même: il faut «réduire la taille de l'État». En réalité, cette formule est une façon polie de dire qu'il faut laisser libre cours aux «lois du marché», c'est-à-dire créer des conditions favorables à l'accumulation du capital. Nous verrons au chapitre VII quelles ont été les conséquences de ces politiques.

Mais cela prend plus que des mots et des slogans pour imposer un nouvel ordre économique et social. Le rétablissement des conditions propices à l'accumulation du capital implique une condition essentielle: la mise au pas des

travailleurs. En 1981, à peine installé à la Maison-Blanche, Reagan congédie les contrôleurs aériens en grève. En 1982, la Dame de fer obtient la tête des syndicats du charbon et des transports ferroviaires. La ligne dure paie: le nombre d'heures de grèves en Grande-Bretagne passe de 1,3 million en 1972 à 250 000 en 1997. En 1982 les travailleurs québécois de la fonction publique sont dans la mire des négociateurs patronaux, dirigés par M. Lucien Bouchard, alors négociateur en chef du gouvernement du Québec. Les syndicats, qui seraient à l'origine du déclin de l'empire britannique, comme Hayek le prétend sérieusement, sont la cible des gouvernements et des entreprises. Aux Etats-Unis, le taux de syndicalisation passe de 34,5% en 1956 à 14,5% en 1997, et celui de la France fléchit de moitié. Le Québec fait pratiquement figure d'exception avec un taux qui passe de 49,7% en 1992 à 40,3% en 1997. Robert Borosage, fondateur du mouvement Campaign for America's Future, signale que 10 000 travailleurs sont congédiés chaque année, en toute impunité, pour activités de recrutement syndical. Un chercheur de l'Université Cornell affirme que le tiers des entreprises ont avoué avoir congédié illégalement des militants syndicaux. Ce pourcentage s'élevait à 8% dans les années 1960. Au paradis du néolibéralisme, l'employeur peut fouiller votre vestiaire, votre boîte à lunch, votre ordinateur, votre courriel.

La stratégie de confrontation directe avec les travailleurs et les syndicats s'accompagne de diverses mesures pour faire pencher le rapport de forces en faveur du capital. Soulignons des mesures telles que la relocalisation d'entreprises, la modernisation des industries traditionnelles (acier, automobile), la révolution informatique et les fusions.

Aux stratégies économiques et politiques qui n'auraient pas compris, l'OCDE, financée à même les deniers publics, fournit la recette. Dans ses encycliques, elle proclame qu'il faut accroître «la flexibilité du temps de travail, créer un climat favorable à l'entreprise, [...] revoir les dispositions relatives à la sécurité d'emploi». Elle énumère les acquis des réformes britanniques: affaiblissement du «monopole syndical», «fréquence réduite des grèves», «souplesse des conditions d'embauche et de licenciement», «progression du salaire réel inférieure à la productivité». Pour s'assurer de leur loyauté, 400 patrons américains ont fait signer des contrats d'exclusivité à 35% de leurs employés: interdiction de révéler les secrets d'entreprise et d'aller travailler chez un concurrent. Des hôpitaux aux multinationales, on cherche à transformer la main-d'œuvre en pâte à modeler par la précarisation, l'évaluation et l'individualisation des objectifs pour chaque salarié. Et la grande entreprise n'a jamais tant parlé d'éthique de confiance, de loyauté

***On a donc réussi un tour de force peu banal: remplacer les idées d'hier par celles d'avant-hier et les présenter comme celles de demain.*** On préfère s'accrocher à la vieille philosophie naturaliste de John Locke (1632-1704) et d'Adam Smith (1723-1790), puisque Marx (1818-1883) et Keynes (1883-1946) seraient dépassés.

### Quelques citations :

«La rente et le profit mangent les salaires, et les classes supérieures de la nation oppriment l'inférieure»

Adam Smith, cité par René Passet, dans *L'illusion néo-libérale*, Fayard, 2000, p.21

« Les malheurs particuliers font le bonheur général, de sorte que plus il y a de malheurs particuliers et plus tout est bien. »

Pangloss, le philosophe de Voltaire, Voltaire, *Candide ou l'optimisme*, chap. IV  
Tous les Pangloss (les grands maîtres économiques du monde)de notre temps le proclament, la misère des humbles est le prix de la prospérité générale, et cela est fort bon. Ce n'est pas leur faute si les malheurs particuliers sont pour toi et le bonheur général, pour eux. Les choses sont ainsi et tu as simplement tiré le mauvais numéro.

René Passet, *L'illusion néo-libérale*, Fayard, 2000, p.20-21.

« Le gouvernement civil [...] est, dans la réalité, institué pour défendre les riches contre les pauvres (Adam Smith, cité par Jean-Claude St-Onge, 2000, *L'imposture néolibérale*, Montréal : écosociété, p. 123).

### Notes :

Les passages soulignés sont de l'éditeur (**Gaétan Chênevert**)

<sup>1</sup>Bernard, Michel., *L'utopie néolibérale*, les Éditions du Renouveau québécois et la Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, (1997).

<sup>2</sup>St-Onge, J.-Claude., *L'imposture néolibérale: Marché, liberté et justice sociale*, les Éditions Écosociété, (2000).

<sup>3</sup>Ces paroles du président de la Bundesbank furent prononcées au World Economic Forum en 1996, à Davos, en Suisse. M. Tietmeyer s'adressait à 2000 invités recrutés parmi le gratin international de la finance et de la politique. Cité dans Riccardo Petrella, «Urgence: re-crée la citoyenneté», dans *L'État aux orties?*, sous la direction de Sylvie Paquerot, Montréal, Éditions Écosociété, 1996.

<sup>4</sup>Friedman, Milton, *Capitalisme et liberté*, Paris Éditions Robert Laffont, 1971, p. 202.

<sup>5</sup>Hayek, Friedrich, *Droit, législation et liberté*, t. 2, Paris, Presse Universitaires de France, 1982, p. 118.

<sup>6</sup>Bourdieu, Pierre., *Contre-feux*, Paris, Éditions Liber et Raisons d'agir, 1998.

## Bibliographie

Keynes, John Maynard. *Essais sur la monnaie et l'économie*, Paris, Éditions Payot, 1971.

Locke, John, *Traité du gouvernement civil*, Paris, GF- Flammarion, 1992.

Marx, Karl, *Le Capital*, livre premier, Paris, Éditions sociales, 1967.

Smith, Adam, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Paris, Guillaumin & Cie, 1859.

Références internet:

- **CETTE UTOPIE, EN VOIE DE RÉALISATION, D'UNE EXPLOITATION SANS LIMITE**

L'essence du néolibéralisme

<http://www.monde-diplomatique.fr/1998/03/BOURDIEU/10167.html>

- Autres regards critiques sur les rapports entre économie et société

<http://www.cam.org/~pgauth/sites-fr.html>

- Neoliberalism, Michael Peters, University of Auckland

<http://www.educacao.pro.br/neoliberalism.htm>

- La Fabrique sociale (Histoire et leçon du néolibéralisme, Von Hayek: des postulats largement diffusés, La Société du Mont-Pélerin).

[http://www.fastnet.ch/PAGE2/p2\\_neolib\\_intro.html](http://www.fastnet.ch/PAGE2/p2_neolib_intro.html)

**##### Index #####**

***Le SIAL et la faim!***  
***Michel Handfield***

Aujourd'hui, j'ai visité le [Salon International de l'Alimentation, des Boissons, Vins et Spiritueux](#), le SIAL, au Palais des Congrès à Montréal (du 4 au 6 mars). C'est le premier SIAL en Amérique du Nord. Il n'est cependant pas ouvert au grand public; seulement aux professionnels de l'alimentation.

Un très beau salon. La nourriture ne semble pas manquer sur la planète. Il y avait des exposants de tous les continents. J'ai vu des entreprises qui ne sont pas présente ici. Il y avait vraiment un caractère international à l'événement, ce n'était pas juste un nom. J'ai vu et goûté des choses intéressantes comme de l'autruche, du moût de pomme, et du cœur de palmier... Du chocolat aussi! Vous trouverez donc quelques adresses Internet à la fin du texte.

Malheureusement plusieurs entreprises ont un courriel, mais pas de site Internet! Plus de 60% de celles à qui nous avons parlé (ce n'est donc pas scientifique), n'avaient pas de site Internet. C'est donc dire que certains producteurs ont moins de chance d'être connu et de vendre à l'étranger, où il y a des besoins. Car tous les produits ne sont pas des produits de luxe. Certains sont des produits de base et les surplus pourraient très bien aider les pays pauvres. Il existe donc, encore, des problèmes d'informations et de distribution dans le secteur alimentaire dans notre monde globalisé! On parle de mondialisation, mais...

On remarque aussi dans un tel salon que si l'on entend souvent parler des conglomérats (Nestlé, Heinz, Général Foods, etc.) dans ce secteur, plusieurs entreprises n'en sont pas. Il existe beaucoup de PME et d'entreprises familiales avant-gardistes dans ce domaine. Il y a aussi des entreprises coopératives et des entreprises des premières nations. Malheureusement, les grands circuits de distribution leur sont moins accessibles, car ils peuvent difficilement remplir les commandes des grandes chaînes en terme de quantité. Ceci fait en sorte que leurs produits ne sont pas connus, sauf localement et par ceux qui font du tourisme alimentaire. Et comme ils sont moins visibles, ils ont probablement accès à un financement moindre. Avec de tels salons internationaux et Internet, ils auront peut être l'idée du réseautage, car leurs produits méritent d'être connus. Et des réseaux et des coopératives de producteurs alimentaires peuvent devenir une alternative rentable vis à vis des multinationales agroalimentaires pour les producteurs et assurer un libre marché pour les consommateurs.

Et pourtant, il y a un problème de faim sur la planète. Ce n'est donc pas faute de production. (1) C'est un problème de moyens. Une partie de la planète n'a pas les moyens d'acheter de la nourriture. Cela est vrai de plusieurs pays du Sud. Mais c'est aussi le cas de plus en plus de citoyens des pays riches. En même temps que certaines fortunes se calculent en milliards de dollars, des citoyens, dans les centres-ville de Montréal, Toronto et New York n'ont pas les moyens d'avoir un toit et quêtent pour se nourrir. On coupe dans les dépenses sociales, soi-disant que l'économie se porte bien. Mais que l'économie se porte bien n'est pas un gage de redistribution. Si l'on ne veut pas que le XXIe siècle soi celui du

retour en arrière et des révolutions populaires, mieux vaut regarder ce problème d'un œil avisé.

Justement, après ma visite au SIAL, je suis allé signer la pétition de [l'Action Terroriste Socialement Acceptable](#) (l'ATSA) pour la tenue, encore cette année, de leur camp de réfugiés en plein centre-ville de Montréal. Car nous avons nos sous-alimentés des pays riches. Nous ne devons pas les oublier sous prétexte que l'économie financière va bien.

Peut être que lors des négociations de la [Zone de Libre Échange des Amériques](#) (ZLÉA) et de [l'Organisation Mondiale du Commerce](#) (OMC) on pourrait aider à résoudre ce problème de la faim et de la pauvreté dans le monde. Dans ces forums on parle de mettre fin aux barrières tarifaires entre les pays. Si on en profitait, au lieu de les éliminer, pour les réduire à un taux de 2 à 4% maximum et que cet argent était perçu par l'ONU pour réduire la faim et la pauvreté dans le monde, ne serait pas socialement plus acceptable? Si mondialisation il y a, redistribution mondiale il doit y avoir aussi.

Voilà ma suggestion à nos négociateurs nationaux et aux négociateurs mondiaux, car il est beau de parler de création de la richesse et je ne suis pas contre. Mais pourquoi ne pas l'associer aussi à la redistribution.

Michel Handfield

Note:

1. Pour ceux que cette question intéresse, lire Jean Ziegler, 1999, La faim dans le monde expliquée à mon fils, France: Seuil, 63 p.

Quelques liens d'intérêts du salon de l'alimentation:

[Association d'affaires des premiers peuples](#)

[Intermiel](#)

[Pur Érable](#)

[United States Dept. of Agriculture](#)

[Aloe Vera Jaumave \(Mexico\)](#)

[Natre!](#)

[Guard Rice \(Pakistan\)](#)

[Délégation commerciale d'Italie](#)

[Les producteurs de dindons du Québec](#)

[Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation de l'Université Laval \(Québec\)](#)

**##### Index #####**

**Conclusion ou la mondialisation humaine!**

Michel Handfield

La mondialisation peut prendre le virage commercial et ultra-libéral, avec tout ce que cela implique de négatif. Mais elle peut aussi prendre un virage plus humain. C'est ce qui est souhaitable.

Dans le cas d'une mondialisation à visage humain, l'on peut penser couper les droits de douane actuels de moitié par exemple, mais de réorienter l'autre moitié vers des programmes de développement nationaux et internationaux!

Ainsi on aurait des dollars à investir dans l'éducation et la formation professionnelle, la santé, l'habitation et le revenu minimum garanti. L'aide humanitaire pourrait aussi se financer à partir de ces taxes. A cela pourrait s'ajouter la taxe Tobin sur les échanges mondiaux de capitaux. (1) Car il est vrai qu'il faut d'abord encourager la création de richesse. Mais ceci ne dispense pas d'encourager une certaine répartition de celle-ci en même temps. C'est là l'essence du libéralisme social:

"Tout État est affaibli par une trop grande disproportion entre les citoyens. Chacun, si c'est possible, devrait jouir des fruits de son travail, par la pleine possession de tout ce qui est nécessaire à la vie, et de plusieurs des choses qui la rendent agréable. Nul ne peut douter qu'une telle égalité soit ce qui s'accorde le mieux avec la nature humaine et qu'elle ôte bien moins au bonheur du riche qu'elle n'ajoute à celui du pauvre. Elle augmente aussi *le pouvoir de l'État*, et elle est cause que les taxes ou impositions extraordinaires seront payées de meilleur gré. Là où les riches s'engraissent sur le dos du petit nombre, il faut que leur contribution aux nécessités publiques soit très large; mais dès lors que les richesses sont répandues sur une multitude, le fardeau semble léger à chaque épaule, et les taxes n'apportent pas de différence bien sensible dans la façon de vivre de chacun." (**Hume, *La liberté comme nécessité historique*, in Mikaël Garandeau, *Le libéralisme*, GF Flammarion, corpus, p. 63**)

1. A ce sujet voir le texte explicatif de la taxe Tobin sur notre page [Mondialisation](#) et la page [d'ATTAC](#) qui milite pour cette taxe.



## ##### Index #####

### Cultura Societas

#### Mise au point :

Un lecteur m'a fait remarquer que nos critiques sont toutes bonnes, et c'est vrai. Mais ce n'est pas parce que nous recevons des copies pour en faire la critique et que nous voulons faire plaisir à ceux qui nous les envoient, car nous ne recevons pas tout ce dont nous voulons parler. Nous pouvons vous donner l'exemple du *Dictionnaire du siècle rebelle*, paru il y a un an ou deux. Nous l'avons demandé à Larousse France et nous n'avons jamais eu de réponse... alors nous ne l'avons pas. Nous en aurions pourtant fait une bonne critique, car nous l'avons feuilleté souvent en librairie !

Nous en payons aussi de notre poche – plus souvent pour ce qui est des CDs que des livres – et nous achetons aussi des livres usagés, car certains titres ne sont plus disponibles en copie de presse ou même chez l'éditeur (comme *La pensée unique*), mais cela n'en fait pas nécessairement un ouvrage moins intéressant ou moins important pour les domaines que couvre Societas Criticus

Et avant de demander un CD ou un livre, nous sommes souvent allé voir ce qu'il a l'air en magasin. Quand nous en faisons la demande on est généralement assez sûr que cela réponds à nos critères, alors notre critique sera rarement négative. Bref on agit en bon consommateur et on essay d'éviter la consommation impulsive.

Notre but est de faire une critique informative. D'ailleurs vous aurez remarqué que nos critiques nous permettent souvent de faire des liens avec d'autres sujet et d'aller plus loin que la simple lecture ou écoute. La critique est support à la réflexion et la réflexion est support à l'appréciation d'un CD, d'un film ou d'un livre. Societas Criticus fait une critique différente et aime les découverte.

Et quand nous recevons des titres de livres non reliés à nos intérêts – ce qui était vrai au début, mais ce qui est rare maintenant, notre style étant connu des éditeurs de livres – s'ils n'entrent pas dans nos cordes, nous ne faisons que les mentionner dans les livres reçus. Vous ne les trouverez pas par la suite dans nos critiques ou en référence dans nos textes. Il est vrai que ceci peut arriver à l'occasion pour certains livres que nous avons sollicité en vue d'en faire une critique en même temps que la publication d'un dossier, mais que le livre soit arrivé trop tard pour qu'on puisse en faire la critique. A ma souvenance cela est peut être arrivé pour un ou deux titres seulement.

Michel Handfield

##### Index #####

## Les CDs

Exceptionnellement, nous avons reçu 3 DVDs et quelques disques classiques, mais nous en reparlerons seulement au prochain numéro, car pour ce numéro spécial j'ai choisi 3 CDs avec lesquels je pouvais faire des liens vers la mondialisation...

### **Sylvie Paquette, Souvenirs de Trois, VIK 74321-80819-2**

Je l'ai acheté pour une « toune! » « Le Sud », un «Blues torride». Une chanson de [Nino Ferrer](#). Chanson qui illustre que pour les échanges on n'a pas besoin de négociation de la mondialisation! Un genre blues Nouvelle-Orléans écrite en français, par un auteur qui est née en Italie (1934), mais qui a vécu 5 ans en Nouvelle-Orléans avant de retourner en Italie et de finalement aller vivre en France à l'âge de 13 ans. Il s'est suicidé à l'âge de 64 ans (1998). Bref, quand les choses sont de qualité, elles prennent un caractère mondial. Il en est ainsi de la culture! On n'a pas eu besoin d'un accord de libre échange pour importer livres et disques européen. Je fais donc du Sud ma « toune » de la mondialisation!

Par contre, tel est de moins en moins le cas. En même temps que l'on parle de mondialisation, les multinationales, par des pirouettes techniques, empêchent les produits culturels de circuler librement. J'aurais aimé avoir « Des nouvelles du bon Dieu », un film de Didier Le Pêcheur, en DVD. Il semble que ce ne soit pas possible, car les formats sont programmés pour être incompatible entre l'Europe et l'Amérique! (Ici il n'est disponible qu'en VHS) Vous dites libre-échange et mondialisation du commerce? Je dis protectionnisme et main-mise continentale des Firmes Multinationales! Un mirage! Sylvie Paquette ne peut être plus à point quand elle dit, dans la chanson « Quand le monde », les paroles qui suivent :

Quand le monde s'allume  
 Pour vendre ses mirages  
 Il me reste la nuit et  
 La lumière de tes yeux

J'ai acheté un CD pour une « toune », j'ai eu un album de plaisirs! (Michel Handfield)

\*\*\*

### **Bhangra Betz, Naxos world, 76012-2**

Le Bhangra est la musique traditionnelle de l'Asie du Sud, le Penjab. Cette musique, au cours du XXe siècle s'est ouverte aux autres musiques pour se transformer – avec les vagues d'émigration. Dans les années 80. cette musique fut remixée par de jeunes DJ d'origine sud-asiatique utilisant les techniques hiphop. Cette musique est ainsi devenue le son des jeunes indous du Royaume Uni. Ça donne un son occidental-asiatique d'aujourd'hui avec des saveurs – des sonorités – traditionnelles. Un son qui a à la fois une saveur d'Asie, des sonorités occidentales et un beat disco ou Rock & Blues! A écouter et découvrir. Découvrir dans le sens de découvrir cette musique, mais aussi découvrir différentes sonorités, car ce CD est une compilation sur laquelle on retrouve DJ Sheick, Jazzy B., Balbir Bittu et plusieurs autres. Si l'aventure vous intéresse et qui vous n'avez pas peur de découvrir des sonorités différentes. Conservateurs s'abstenir ! (Michel Handfield)

\*\*\*

### ***Racines Acadie, Patrie sans frontière...* (2CD 3051572)**

Un CD double de musique "acadienne" ([Distribution PLAGES](#)) au sens large du terme, la francophonie en terre d'Amérique ayant des racines acadiennes! Ce CD regroupe Beausoleil Broussard, Édith Butler, Marie-Jo Therio (avec Évangéline à donner le frisson), Zachary Richard, etc. Bref on voit que la terre d'Acadie était l'Amérique dans la tête et le cœur des gens. La politique a fait des frontières. L'économique aujourd'hui tente de les abolir à son profit. Il faut que les citoyens, comme le laisse entendre le titre de ce CD, reprennent les choses en mains et affirment que l'Amérique c'est nous, ses habitants. Ce n'est pas une question de marché, c'est une question d'occupation du territoire et d'humanité! Ce coffret-livre compte 48 pages de textes et illustrations sur l'Acadie, l'histoire et les artistes... La culture n'est pas affaire de commerce, mais de cœur, de beauté et de sonorités... sur ce CD. (Michel Handfield)

**[##### Index #####](#)**

## **Commentaires livresques!**

**Konaté, Moussa, Simard, Paule, Giles, Claude, et Caron, Lyne, 1999, Sur les petites routes de la démocratie, Québec : écosociété – avec une Préface de Riccardo Petrella**

Ce livre concerne « l'expérience d'un village malien » avec la démocratie. Suite à un échange interculturel de Jeunesse Canada Monde, des jeunes Maliens et des jeunes Canadiens séjournent à Saint-Élizabeth, un village agricole de la région de Lanaudière au Québec. Les familles d'accueil décident de développer des

liens avec un village africain et il s'ensuit une aventure humaine et démocratique intéressante... Ce livre en est le récit.

Parmi les réflexions suscitées chez les africains du village de Sanankoroba, celle-ci : si on reçoit de l'argent et qu'on l'attend chaque année, on devient dépendant... alors pourquoi pas des Investissements, avec la participation de toute la communauté dans les choix? Cela remet en cause des traditions, mais est aussi fort stimulant... Si on dit Investissements, on dit aussi ré-investissements pour sortir de la dépendance! On dit aussi revenus pour le village!

De notre côté, occidental pour qui la démocratie est aussi commune que les moustiques l'été, on n'en fait plus de cas. On ne la défend plus, on ne s'y implique plus. Elle est banalisée, même elle nous « achale » au point que la participation au vote baisse sans cesse et nous changeons de poste lorsqu'on parle politique à la radio ou à la télé. Alors lire ce livre, qui est en même temps une quête de la démocratie, nous montre ce que nous avons oublié : « La démocratie, c'est l'association de tout le monde aux affaires de la cité » (Ricardo Petrella dans sa préface, p. 11) . Si nous ne voulons pas n'être que des clients de nos villes et nos États... Si nous croyons encore un peu plus au mot pays qu'à Nike!

Michel Handfield

\*\*\*

Dans le cadre de la mondialisation, les 3 livres suivants m'apparaissent prometteurs. Cependant, si j'ai eu l'occasion de les consulter ou de les feuilleter, je n'ai pas eu le temps de les lire au sens traditionnel et global du terme. Mais vu ce numéro spécial mondialisation, je me devais d'en glisser mot!

**Laplante, Laurent, 2000, L'utopie des droits universels – L'ONU à la lumière de Seattle, Montréal : écosociété**

Les droits humains sont protégés depuis la signature de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme il y a plus de 50 ans. L'ouverture des frontières aux produits économiques (le libre marché) est en négociation accéléré. Pourtant il est plus facile pour un film porno et violent de passer les frontières que pour un philosophe anti-mondialisation! On est encore emprisonnée pour ses idées politiques ou pour syndicalisme dans plusieurs pays, bref les droits de l'homme sont une déclaration universelle, mais ne sont pas encore universellement réel!

\*\*\*

**Sauloy, Mylène, et Le Bonniec, Yves, 1992, A qui profite la cocaïne?, France: Calmann-Lévy/Pluriel**

La question posée en arrière du livre nous a fait l'acheter : « Les États prétendent combattre « l'argent de la drogue ». Mais les finances américaines et mondiales –sevrées de pétrodollars- sont-elles en mesure de renoncer aux dizaines de milliards de « coca- dollars » qu'elles recyclent chaque année? »

Et de poursuivre : la cocaïne est « une arme de propagande et d'intervention clandestine », « une arme politique, diplomatique et économique ».

Et dans le cadre de la mondialisation et plus particulièrement du chapitre 11 de la ZLÉA, où une entreprise peut poursuivre un État dont les lois l'empêchent de commercer, un cartel de la drogue pourrait-il se défendre sur le droit au libre marché et au fait que les lois anti-drogue l'empêchent de faire des affaires? Et comment pourra-t-on opposer la protection de la santé publique, quand une entreprise (Ethyl), dont l'additif est banni par le Canada pour des raisons environnementales et de santé (1), a gagné pour des raisons de liberté commerciale? La même chose pourrait être vraie de la prostitution aussi, car elle n'est pas illégale au Canada. Seule la sollicitation l'est! L'interdire, alors que l'on permet le télé-marketing et toutes autres formes de sollicitation commerciale, serait-donc une entrave au libre commerce de la peau et des sens!

1. Boisvert, Yves, Les surprises du libre-échange. L'histoire du chapitre XI, ou comment les avocats réécrivent les traités, in La Presse, 15 avril 2001, p. A 14 et Lachapelle, Judith, L'essence sans plomb n'est peut-être pas sans danger , in Le Devoir, 30 octobre 1999.

\*\*\*

**Collectif, 1997, la culture libertaire – Actes du colloque international, Grenoble, mars 1996, Lyon : Atelier de création libertaire**

Ce sont les actes d'un colloque organisée par l' Atelier de création libertaire et le Centre de sociologie des représentations et des pratiques culturelles sous le thème de la culture libertaire. Bref, tout pour attirer mon attention, moi qui s'intéresse aux courants sociaux-politiques (anarchisme ou libertaire étant synonyme et l'anarchisme, malgré qu'il fut un courant marginal en terme de popularité, a toujours eu une importance dans l'histoire des idées, les chartes des droits en ayant d'ailleurs été largement influencé!), à la culture et étant sociologue, au salon du livre de Montréal 2000! Malheureusement, je n'ai pas eu le temps de le lire – si on entend par là de la première à la dernière ligne.

Mais les manifestations de Québec ont ramené les anarchistes comme étant des casseurs. Il est important de souligner que des casseurs il en a de toutes tendances, même des conservateurs! Les anarchistes se sont aussi des intellos qui s'intéressent et s'interrogent sur leur société : Ainsi, Ronald Creagh, pour ne citer qu'un des textes de ce livre, parle de « L'anarchisme en mutation », car

depuis que quelques penseurs ont jetés les bases de l'anarchisme il y a près de deux siècles, bien des choses ont changées! Certains théoriciens économiques, qui sont restés fixés à Adam Smith et Malthus, devraient s'en inspirer!

## ##### Index #####

### Cultura recipere

#### Livres reçus

Nous remercions le [Centre de Recherche pour le Développement International](#) pour : The Crucible II Group, 2000, **Seeding Solutions** Vol. 1, copublished by International Development Research Center, International Plant Genetic Resources Institute and the Dag Hammarskjöld Foundation

Nous remercions [Hachette](#) pour : Finkielkraut, Alain, et Soriano, Paul, 2001, *Internet l'inquiétante extase*, Mille et une nuits.

#### CDs reçus

Nous remercions [distribution PLAGES](#) de nous avoir fait parvenir **Racines Acadie, Patrie sans frontière...** (2CD 3051572) un CD double de musique "acadienne" au sens large du terme, la francophonie en terre d'Amérique ayant des racines acadiennes! Ce CD regroupe Beausoleil Broussard, Édith Butler, Marie-Jo Therio (avec Évangéline à donner le frisson), Zachary Richard, etc.

Nous remercions [Naxos](#) pour les CDs suivants...

**J. S. Bach, Cello Suites, Nos 1-6**, Pablo Casals, 8.110915.16 (2 CDs)

**Stravinsky, Piano Music: Sonata, Serenade, Three movements from Petruska**, Peter Hill, 8.553871

**Mark Isaacs, Closer**, Naxos Jazz, 86065-2

**Jere Laukkanen's Finnish Afro-Cuban Jazz orchestra**, Naxos Jazz, 86056-2

**Bhangra Beatz**, Naxos World, 76012-2

Et les les DVDs **ARTHAUS**:

**Claudio Monteverdi, L'incoronazione di POPPEA**, from the SCHWETZINGER FESTIPIELE 1993, 100 109

**Hector Berlioz, La damnation de Faust**, 100 018

Live concert from the SEMPER OPERA DRESDEN (Vivaldi, Weber, Wagner, Strauss), **100 029**

## **Le fouineur Societas Ce que nous avons acheté**

(U) Jaubert, A., et Lévy-Leblond, J.M., 1975, (Auto)critique de la science, Paris : Seuil, Points Sciences

(U) Kahn, Jean-François, 1995, La pensée unique, Fayard, col. Pluriel

(U) Leclerc, Yves, La démocratie cul-de-sac, 1993, Montréal-Paris: L'étincelle éditeur

(U) Messadié, Gérald, 1988, Requiem pour superman – la crise du mythe américain, Paris : Robert Laffont

(Reçu en cadeau de fête) Morgan, Marlo, 1995, Message des hommes vrais au monde des mutants, Paris : J'ai lu

**(U)= Usagé**

[##### Index #####](#)

## **Criticus Rapidus**

Texte paru dans le criticus rapidus depuis le dernier numéro.

Montréal, le mercredi, 14 mars, 2001

***S'exduquer!***

Michèle Ouimet,  
La Presse

C'est avec intérêt que j'ai lu votre éditorial « [incident isolé ?](#) » concernant la lecture du texte d'André Lemelin « Le bloc de ciment » par des jeunes de secondaire 3. En même temps aux nouvelles de midi on parlait d'un « présumé

violeur arrêté à Laval » qui recrutait ses victimes sur un site Internet, où les jeunes filles envoient leur photo et demandent si elles sont belles? Certaines indiquent même un numéro ICQ pour chatter. Certaines photos sont en bikinis, d'autres disent qu'elles sont célibataires, « avis aux beaux mecs », ou aime « crouser » (sic!). La plupart ont le poids et la grandeur. Leur âge? Je n'en ai regardé que quelques-unes entre 14 et 17 ans. Donc de secondaire 2 ou 3 à secondaire 5! Il est assez facile, pour qui le veut, d'en rencontrer après avoir établi une relation de confiance par « chat », car plusieurs donnent leur # ICQ.

C'est l'âge des rêves, de rencontrer le prince charmant, du roman Arlequin. Mais c'est aussi l'éveil de la sexualité, les consultations pour la pilule anticonceptionnelle (sans avoir besoin de l'autorisation des parents), les grossesses non désirées et, parfois, l'avortement. La plupart de ces jeunes filles rencontreront un ados, mais certaines rêvent du gars plus vieux (en mon temps plusieurs filles de cet âge rêvaient du gars de 20 ans, plus mature avec un char et cela existe encore!). Quelles en seront les conséquences? C'est aussi, pour une minorité, les problèmes de violence familiale et, parfois, d'inceste.

Sous prétexte de montrer un texte cru, dont le français n'est pas correct, c'est le moins que l'on puisse dire, et les descriptions vulgaires, je crois que l'on peut sensibiliser sur certaines problématiques difficilement abordables autrement. Tout est, selon moi, dans la manière de faire. Car les parents ne discutent pas tous avec leurs ados. L'ère de la communication se résume souvent à écouter la « TiVi » ou des vidéos ensemble. Combien de parents naviguent avec leurs jeunes sur Internet pour leur montrer la richesse de l'information disponible sur des sites comme La Presse, Le Monde Diplomatique, l'Agora, Societas Criticus, The Globe and Mail, New York Times, The Times (Londre), etc.? Plusieurs sont contents de savoir qu'ils sont à la maison plutôt que dans la rue. Mais, que font-ils sur l'Internet? Quels sites visitent-ils? Avec qui chattent-ils?

Peut être que ce texte devrait-il être repris dans les journaux pour favoriser les discussions. Tant qu'à éduquer! Cela ferait certainement un beau débat de société et nous sortirait des débats stériles que le PQ fait actuellement. Car ce n'est pas à cacher les choses que l'on évolue. Ce n'est pas non plus en les gobant sans discuter. Apprenons à débattre, car c'est le premier pas vers une autonomie de pensée et d'action, vers notre véritable rôle de citoyen. Car être citoyen ce n'est pas juste voter en se disant que l'État va éduquer, soigner et subventionner les entreprises. C'est questionner et s'opposer aussi. Mais pour cela il faut d'abord apprendre à débattre en famille, dans notre milieu et sur la place publique. Que ce texte serve à éduquer! Voilà mon vœux.

Michel Handfield, M.Sc. et Délinquant Intellectuel

[##### Index #####](#)